



Actualisation du document
DE RÉFÉRENCE

2006

Eléments financiers au
30 juin 2007

Sommaire

Rapport d'activité de Calyon au 1 ^{er} semestre 2007	6
Comptes consolidés intermédiaires résumés au 30 juin 2007	24
Informations générales	56
Table de concordance	58

1. Rapport d'activité au 1^{er} semestre 2007

Présentation des états financiers de Calyon.....	6
Changements de principes et méthodes comptables : application du référentiel IAS/IFRS.....	6
Evolution du périmètre de consolidation.....	6
Activité et résultats de Calyon.....	7
Environnement économique et financier.....	7
Résultats consolidés de Calyon.....	8
Résultats par pôle d'activité.....	9
Ratios prudentiels.....	13
La gestion des risques chez Calyon : facteurs de risques, pilotage et exposition aux risques.....	14
Tendances récentes et perspectives.....	20
Evénements récents.....	20
Perspectives.....	21

Rapport d'activité de Calyon au 1^{er} semestre 2007

Présentation des états financiers de Calyon

Changements de principes et méthodes comptables : application du référentiel IAS/IFRS

Les comptes consolidés semestriels résumés du groupe Calyon ont été établis conformément aux normes IAS/IFRS et aux interprétations IFRIC telles qu'adoptées par l'Union européenne et applicables au 30 juin 2007.

Celles-ci sont identiques à celles du 31 décembre 2006 et ont été complétées des dispositions appliquées pour la première fois en 2007. Elles sont exposées dans la note 1 de l'annexe aux comptes consolidés intermédiaires au 30 juin 2007 et n'ont pas d'impact significatif sur la période.

Changements de méthode comptable

A compter du 1^{er} janvier 2007, dans un souci de comparabilité avec des pratiques de place, l'écart entre le coût d'acquisition et la quote-part d'actif net lié à l'augmentation du pourcentage d'intérêt dans une entité déjà contrôlée de manière exclusive, est désormais constaté en diminution du poste « réserves consolidées part du Groupe ».

De façon symétrique, en cas de diminution du pourcentage d'intérêt du Groupe dans une entité restant contrôlée de manière exclusive, l'écart entre le prix de cession et la valeur comptable des intérêts minoritaires cédés est également constaté directement en « réserves consolidées part du Groupe ».

Les impacts sont décrits en note 1 de l'annexe aux comptes consolidés intermédiaires au 30 juin 2007.

Evolution du périmètre de consolidation

Au cours du premier semestre 2007, le périmètre de Calyon a connu les évolutions détaillées ci-dessous. Ces mouvements n'ont engendré aucun impact significatif sur les comptes.

Sociétés nouvellement consolidées au 30 juin 2007

- Calyon Algérie SPA,
- Indosuez Finance Ltd,
- Calliope Srl,
- Calyon Miami,
- Aguadana.

Sociétés sorties du périmètre de consolidation au 30 juin 2007

- Indosuez International Finance,
- CL Uruguay SA,
- Ergifrance,
- Calyon Investment Products Limited,
- Casam Systema Pair Trading.

Le périmètre de consolidation se trouve détaillé en note 8 des états financiers.

Activité et résultats de Calyon

Environnement économique et financier

En première partie d'année, la croissance mondiale a continué de surprendre par sa vigueur en dépit du ralentissement avéré de l'économie américaine, de la nouvelle flambée des prix du pétrole et de marchés financiers de plus en plus nerveux.

Aux États-Unis, la croissance accuse un net ralentissement depuis un an, s'inscrivant franchement en deçà de son rythme potentiel. Sur les trois premiers mois de l'année, l'économie a connu un passage à vide (PIB en hausse de 0,6 % en rythme trimestriel annualisé) suivi d'un rebond « technique » (+3,4 %) qui ne présage en rien de la dynamique future. L'investissement résidentiel reste en effet un frein important à la croissance et l'investissement productif prudent. Si la consommation des ménages continue de surprendre plutôt positivement, elle donne quelques signes de ralentissement en raison de la hausse du prix de l'essence et du retournement du marché immobilier. A en juger par la stabilité du taux de chômage autour de 4,5 % depuis l'automne dernier, le marché du travail donne une meilleure image de l'état de santé de l'économie américaine. L'autre élément rassurant du panorama conjoncturel est la nette modération de l'inflation sous-jacente depuis le début de l'année. Elle est ainsi revenue en juin dans la zone de confort supposée de la Réserve fédérale. La vigilance reste néanmoins de mise pour éviter tout dérapage des anticipations, certains indicateurs pointant toujours un risque inflationniste.

En zone euro, la croissance est restée soutenue au premier trimestre 2007 (+0,7 % en rythme trimestriel) avant de ralentir au deuxième trimestre (+0,3 %). La demande intérieure demeure le principal soutien de l'activité, grâce à la bonne tenue de l'investissement, mais la consommation a stagné. Au plan géographique, la vigueur de la croissance au premier trimestre s'explique surtout par la robustesse de l'économie allemande. Par ailleurs, les retombées positives de la reprise de l'activité sur le marché du travail se sont amplifiées. L'emploi a accéléré et le taux de chômage est tombé à un plus bas historique (7 % en mai). Les nombreux chocs adverses (hausse du taux de TVA en Allemagne, envolée de l'euro et ralentissement de l'économie américaine) ont donc été jusqu'à présent bien absorbés par l'économie européenne. En France, la croissance est également restée bien orientée au premier trimestre (+0,5 %) avant un léger trou d'air au deuxième (+0,3 %). La consommation des ménages reste dynamique, l'investissement marque le pas mais le commerce extérieur continue de jouer son rôle de ponction. Au total, au sortir du premier semestre, l'acquis de croissance de l'économie française s'élève à 1,3 % pour 2007.

Du côté des politiques monétaires, la Fed n'a plus touché à son taux directeur depuis août 2006 (les *Fed funds* se situant à 5,25 %). La BCE a poursuivi la normalisation de sa politique monétaire, portant le refinancement de 3,5 % en fin d'année dernière à 4 % en juin 2007. Les taux longs ont d'abord suivi le mouvement (+ 60 points de base entre janvier et juin aux États-Unis et + 70 points de base en Europe) avant de redescendre mi-août à 4,65 % pour les taux longs américains et 4,3 % pour les taux européens suite au mouvement de *flight to quality* qui a accompagné les turbulences financières de l'été. La dépréciation tendancielle du dollar s'est interrompue cet été, le billet vert profitant de son statut de valeur refuge durant la crise. Il est ainsi revenu autour de 1,35 contre euro après une pointe à 1,38 à la mi juillet.

Résultats consolidés de Calyon

	S1 2007	S1 2006	Variation 2007/2006	Variation à périmètre et change constants
<i>en millions d'euros</i>				
Produit net bancaire	3 438	3 103	11 %	14 %
Charges d'exploitation	(2 006)	(1 809)	11 %	13 %
Résultat brut d'exploitation	1 432	1 294	11 %	16 %
Coût du risque	15	(11)	ns	
Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence	78	94	(17 %)	
Gains ou pertes sur autres actifs	0	(13)	ns	
Résultat avant impôt	1 525	1 364	12 %	
Impôt sur les bénéfices	(404)	(354)	14 %	
RESULTAT NET	1 121	1 010	11 %	
RESULTAT NET PART DU GROUPE	1 070	970	10 %	

Le 1^{er} semestre 2007 s'est déroulé dans un environnement mouvementé marqué par la répercussion de la crise du marché hypothécaire américain sur différents compartiments du marché du crédit, la volatilité des marchés actions, l'appréciation du cours des matières premières et du pétrole en premier chef, enfin, la dévalorisation du dollar qui a perdu 6 % par rapport à l'euro entre les 30 juin 2006 et 2007.

Calyon a su évoluer au sein de cette conjoncture complexe en s'appuyant sur la structure équilibrée de ses activités, les positions solides de ses métiers au plan européen et/ou mondial ainsi que sur la forte diversification géographique de ses revenus.

Ainsi malgré les effets défavorables de la dégradation du marché hypothécaire américain, le produit net bancaire du semestre s'inscrit à un niveau élevé de 3 438 millions d'euros, en progression de 14 % à change constant par rapport au 1^{er} semestre 2006.

La progression légèrement inférieure des charges - 13 % - traduit tout à la fois l'évolution des rémunérations variables individuelles de la banque de marchés et d'investissement liée à la croissance de ces activités et la poursuite des investissements en terme de recrutement et de systèmes d'information.

Dans ces conditions, le RBE progresse de 16 % à change constant à 1 432 millions d'euros et le coefficient d'exploitation se maintient à 58,3 %.

La charge du risque reste faible ; elle intègre un renforcement des provisions collectives dont l'encours au 30 juin 2007 s'élève à 1 190 millions d'euros.

La quote-part de résultat mis en équivalence constituée en quasi-totalité par la contribution de la Banque Saudi Fransi, subit l'incidence défavorable de la dépréciation du dollar.

Après prise en compte d'une charge d'impôt de 404 millions d'euros et d'intérêts minoritaires pour 51 millions d'euros, le résultat net part du groupe s'établit à 1 070 millions d'euros, en hausse de 10 % par rapport au 1^{er} semestre 2006.

Résultats par pôle d'activité

L'organisation des pôles métiers est présentée en annexe des comptes consolidés au 31 décembre 2006 - note 6 « Informations sectorielles » du document de référence 2006 de Calyon (page 130).

Banque de financement

	S1 2007	S1 2006	Variation 2007/2006	Variation à périmètre et change constants
<i>en millions d'euros</i>				
Produit net bancaire	1 192	1 066	12 %	15 %
Charges d'exploitation	(465)	(407)	14 %	17 %
Résultat brut d'exploitation	727	659	10 %	15 %
Coût du risque	7	(15)	ns	
Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence	70	91	(23 %)	
Gains ou pertes sur autres actifs	0	0	ns	
Résultat avant impôt	804	735	9 %	
Impôt sur les bénéfices	(205)	(174)	18 %	
RESULTAT NET	599	561	7 %	
RESULTAT NET PART DU GROUPE	582	544	7 %	

Dans un environnement marqué par une demande toujours soutenue et une pression continue sur les marges, Calyon a su préserver la rentabilité de ses actifs pondérés, notamment grâce au dynamisme de sa syndication classée au 8^{ème} rang de la zone EMEA et au 3^{ème} en Asie (hors Japon) par IFR/Thomson.

En financements structurés qui représentent 60 % des revenus de la Banque de financement, les financements de projet, 2^{ème} arrangeur mandaté mondial selon Thomson Financial, ainsi que les financements aéronautiques et maritimes progressent de façon significative.

En Banque commerciale, l'activité reste tirée par le réseau international.

Globalement, le produit net bancaire progresse de 15 % à change constant pour s'établir à 1 192 millions d'euros.

A 727 millions d'euros, le résultat brut d'exploitation s'accroît dans des proportions identiques de 15 % à change constant.

De ce fait, la Banque de financement conserve un niveau d'efficacité opérationnelle très satisfaisant puisque son coefficient d'exploitation reste en deçà de 40 %.

Le coût du risque s'inscrit en reprise nette de 7 millions d'euros, reflétant l'absence de dégradation constatée au niveau du portefeuille de crédits.

Le résultat net part du groupe s'élève à 582 millions d'euros contre 544 millions d'euros un an auparavant.

Banque de marchés et d'investissement

	S1 2007	S1 2006	Variation 2007/2006	Variation à périmètre et change constants
en millions d'euros				
Produit net bancaire	1 978	1 795	10 %	14 %
Charges d'exploitation	(1 366)	(1 241)	10 %	13 %
Résultat brut d'exploitation	612	554	10 %	16 %
Coût du risque	6	1	ns	
Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence	3	0	ns	
Gains ou pertes sur autres actifs	0	(4)	ns	
Résultat avant impôt	621	551	13 %	
Impôt sur les bénéfices	(174)	(149)	17 %	
RESULTAT NET	447	402	11 %	
RESULTAT NET PART DU GROUPE	421	385	9 %	

Evoluant au sein d'un environnement contrasté, la Banque de marchés et d'investissement affiche au 1^{er} semestre 2007 des revenus de 1 978 millions d'euros, en hausse de 14 % à change constant.

Les marchés de capitaux enregistrent un produit net bancaire élevé grâce à l'excellente dynamique des activités de dérivés de taux, dérivés actions, change et trésorerie. Les performances des marchés de crédit & CDO sont pour leur part affectées par la dégradation du marché hypothécaire américain.

Le courtage connaît également son meilleur semestre générant une croissance de ses revenus de 22 % par rapport au 1^{er} semestre 2006.

CA Cheuvreux se classe au second rang des courtiers sur les *small caps* européennes et figure dans le top 5 des meilleures recherches pays en Europe (source Thomson Excell). CLSA arrive quant à lui en tête du classement établi par Greenwich Surveys en matière de recherche Asie.

Similairement, la Banque d'investissement développe une activité soutenue tout à la fois en conseil et en primaire actions.

Les charges d'exploitation ressortent à 1 366 millions d'euros correspondant à une progression de 13 % à change constant.

Le résultat brut d'exploitation s'apprécie en conséquence de 16 % à 612 millions d'euros et le coefficient d'exploitation reste stable à 69 %.

Le résultat net part du groupe, de 9 % supérieur à celui du 1^{er} semestre 2006, s'établit à 421 millions d'euros.

Banque privée internationale

	S1 2007	S1 2006	Variation 2007/2006	Variation à périmètre et change constants
<i>en millions d'euros</i>				
Produit net bancaire	276	242	14 %	17 %
Charges d'exploitation	(165)	(160)	3 %	4 %
Résultat brut d'exploitation	111	82	35 %	43 %
Coût du risque	2	3	(33 %)	
Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence	5	3	67 %	
Gains ou pertes sur autres actifs	0	0	ns	
Résultat avant impôt	118	88	34 %	
Impôt sur les bénéfices	(32)	(23)	39 %	
RESULTAT NET	86	65	32 %	
RESULTAT NET PART DU GROUPE	78	59	32 %	

La Banque privée internationale réalise un excellent semestre sous l'effet d'une activité commerciale très tonique que reflète la progression de la fortune gérée dopée par un niveau élevé de collecte. Les revenus de courtage progressent de façon satisfaisante et la distribution de produits structurés s'est révélée soutenue.

Aussi, le produit net bancaire affiche-t-il une hausse de 17 % à change constant par rapport au 1^{er} semestre 2006 pour atteindre 276 millions d'euros.

Cette bonne performance, combinée à une maîtrise des charges rigoureuse permettant de limiter leur croissance de 4 % à change constant, permet de générer un résultat brut d'exploitation de 111 millions d'euros en vive progression de 43 % à change constant.

Le coefficient d'exploitation s'améliore sensiblement, gagnant plus de 6 points pour s'établir à 59,8 %.

La contribution au résultat net part du groupe de Calyon atteint 78 millions d'euros au lieu de 59 millions d'euros un an auparavant.

Gestion pour compte propre et divers

	S1 2007	S1 2006	Variation 2007/2006
<i>en millions d'euros</i>			
Produit net bancaire	(8)	0	ns
Charges d'exploitation	(10)	(1)	ns
Résultat brut d'exploitation	(18)	(1)	ns
Coût du risque	0	0	ns
Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence	0	0	ns
Gains ou pertes sur autres actifs	0	(9)	ns
Coûts liés au rapprochement		0	ns
Résultat avant impôt	(18)	(10)	80 %
Impôt sur les bénéfices	(7)	(8)	13 %
RESULTAT NET	(11)	(18)	(39 %)
RESULTAT NET PART DU GROUPE	(11)	(18)	(39 %)

Ce pôle n'enregistre pas d'éléments significatifs au 1^{er} semestre 2007.

Ratios prudentiels

Au 30 juin 2007, le ratio européen de solvabilité s'établit à 10,2 % contre 11,4 % au 31 décembre 2006. Le ratio de solvabilité Tier One s'inscrit à 8,9 % contre 9,6 % au 31 décembre 2006.

Ratio européen de solvabilité

	30.06.2007	31.12.2006
<i>en millions d'euros</i>		
Risques		
Risques de crédit	133 691	113 715
Risques de marché	7 997	12 072
Risques de taux	2 726	8 406
Risques actions	417	351
Risques de change	460	273
Risques sur les matières premières		12
Risques évalués par modèle interne	4 394	3 030
Total des risques pondérés (dénominateur)	141 688	125 787
Fonds propres disponibles		
Tier 1	12 598	12 080
Tier 2	3 811	4 115
Tier 3	301	258
Déductions	(2 256)	(2 165)
Total des fonds propres disponibles	14 455	14 288
Ratio de solvabilité Tier 1	8,9%	9,6%
Ratio de solvabilité global	10,2%	11,4%

L'évolution des différentes composantes du ratio s'analyse comme suit :

- Les encours pondérés s'établissent à 141,7 milliards d'euros au 30 juin 2007 contre 125,8 milliards d'euros à la fin 2006 en augmentation de 15,9 milliards d'euros (+12,6 %).

Les encours pondérés des risques de crédit progressent de 20 milliards d'euros sur la période (+17,6 %). Dans le même temps les encours pondérés des risques de marché s'établissent à 7,9 milliards d'euros, en baisse de 4 milliards d'euros sur leur niveau au 31 décembre 2006. Cette diminution reflète les derniers impacts de la validation du modèle interne de *Value at Risk* pour la mesure du risque spécifique de taux sur le périmètre des activités de marchés de crédits.

- Les fonds propres de base (Tier 1) s'élèvent à 12,6 milliards d'euros au 30 juin 2007, en progression de 0,5 milliard d'euros par rapport au 31 décembre 2006. Les fonds propres complémentaires (Tier 2) diminuent de 0,3 milliard d'euros pour s'établir à 3,8 milliards d'euros en raison notamment de l'échéance d'une des émissions de TSR. Les fonds propres surcomplémentaires admis au ratio (Tier 3) s'établissent à 0,3 milliard d'euros.

Les déductions, quant à elles, s'élèvent à 2,3 milliards d'euros contre 2,2 milliards d'euros au 31 décembre 2006. Leur accroissement est lié à la hausse de la valeur des établissements mis en équivalence.

La gestion des risques chez Calyon : facteurs de risques, pilotage et exposition aux risques

La conformité : déontologie et sécurité financière

La principale évolution de la période concerne le rattachement hiérarchique, depuis avril 2007, du Responsable de la ligne métier Sécurité Financière au Directeur de la Conformité de Calyon, avec un rattachement fonctionnel au Directeur de la Sécurité Financière de Crédit Agricole S.A.

Programme FIDES

Le dispositif FIDES de Calyon a fait l'objet d'une mission d'inspection de la Commission bancaire entre janvier et mai 2007. L'appréciation d'ensemble est positive ; les principales recommandations portent sur le renforcement du rôle de contrôle et de supervision de l'équipe centrale de Conformité.

Déontologie

La ligne métier Conformité-Déontologie de la Direction de la Conformité de Calyon organisée en trois pôles - Banque Commerciale, Marchés de Capitaux, Banque d'Investissement- a poursuivi ses différentes missions auprès des équipes commerciales et de support (émission d'avis - conseil, contrôle et formation).

Des adaptations en terme d'effectifs ont été réalisées afin de permettre à l'équipe Conformité-Déontologie de remplir au mieux sa mission avec le renforcement notamment de l'équipe de Conformité Marchés de Capitaux.

La préparation de la mise en œuvre des dispositions de la Directive Européenne Marché des Instruments Financiers (MIF) s'est poursuivie, nécessitant la mise en place de moyens importants et la mobilisation d'une centaine de personnes au sein de Calyon.

La fonction Veille Réglementaire de Calyon créée au sein de la Direction de la Conformité dès janvier 2006 a été transférée au sein du Département Juridique Central pour être en conformité avec l'organisation définie au sein de Crédit Agricole S.A.

Sécurité financière

Calyon a mis en place au mois d'octobre 2006 une base « clients » mondiale, dénommée KIWIS. Désormais pleinement opérationnelle, cette base, accessible par toutes les unités de Calyon (à l'exception des unités de Banque Privée) est désormais la base unique d'identification de la clientèle.

Dans le cadre du dispositif de Lutte Anti Blanchiment, la mise en place d'une surveillance automatisée des opérations et de fonctionnement des comptes clientèle (monitoring/profilage) a été lancée opérationnellement début 2007. Dans un premier temps, ce système sera dévolu à la surveillance de la clientèle avec comptes ; il sera étendu progressivement aux unités étrangères qui en ont notamment besoin pour satisfaire aux exigences de leur autorité de régulation locale.

Les facteurs de risques

Le dispositif Bâle II

Le premier semestre 2007 a vu la poursuite de la mise en œuvre de la réforme pilotée par la Direction des Risques et du Contrôle Permanent en collaboration avec l'ensemble des métiers et fonctions support de Calyon. Les travaux sont organisés en chantiers (bancaires et systèmes d'information).

Le semestre a été marqué par la mission de la Commission bancaire au sein du groupe Crédit Agricole en vue de l'homologation de son dispositif.

Pour Calyon, cette mission a donné lieu à la formalisation d'un plan comportant différents volets, dont certains sont largement engagés :

- des améliorations méthodologiques dont une partie est déjà lancée et qui devront être majoritairement réalisées pour fin 2007 : ajouts de paramètres, élargissement de l'historique, passage en modèle interne de certains paramètres ;
- la poursuite des chantiers informatiques permettant de réaliser les évolutions méthodologiques ci-dessus et l'industrialisation de certains processus, selon un planning prévu sur 2007 et 2008 ;
- le déploiement de l'IRBA (*Internal Rating Based Approach*) pour l'ensemble des entités du groupe Calyon d'ici 2010.

Calyon poursuit l'objectif d'être autorisé à utiliser l'approche interne pour le calcul de ses Fonds propres en 2008.

Le risque de crédit

Répartition des engagements du portefeuille Calyon par filières en %

Filières	Exposition au 30.06.2007	% 30.06.2007	Exposition au 31.12.2006	% 31.12.2006
Energie	59 033	16%	49 144	17%
Divers	52 410	14%	47 915	16%
Industrie lourde	31 926	9%	22 154	8%
Production et distribution de biens de consommation	28 933	8%	20 049	7%
Telecom	27 973	7%	22 096	8%
Immobilier	22 512	6%	16 497	6%
Media/Edition	16 253	4%	10 668	4%
Automobile	16 094	4%	15 329	5%
Aéronautique/Aérospatial	14 386	4%	13 176	4%
Maritime	13 486	4%	12 295	4%
Agroalimentaire	12 365	3%	9 700	3%
Autres industries	11 731	3%	9 097	3%
Informatique/Technologies	10 964	3%	8 728	3%
Tourisme/Hôtels/Restauration	10 117	3%	7 458	3%
Santé/Pharmacie	9 028	2%	6 107	2%
Autres Transports	8 300	2%	6 085	2%
BTP	7 188	2%	6 845	2%
Bois/Papier/Emballage	6 059	2%	4 394	1%
Utilities	4 265	1%	2 929	1%
Autres	2 101	1%	2 825	1%
TOTAL	365 124	100%	293 491	100%

Source : Direction des Risques et du Contrôle permanent

Périmètre : encours bruts des opérations, bilan et hors bilan, en faveur des entreprises industrielles et commerciales et risque potentiel futur, y compris opérations sur titres, produits dérivés. Le risque potentiel est constitué du coefficient additionnel sur risque futur des opérations de marchés et des lignes de crédit confirmées non tirées.

La filière Energie (gaz, pétrole, électricité), qui intègre tant les secteurs amont et aval que ceux de la production et du négoce, conserve une position dominante à 16 %. Ce niveau est en adéquation, voire sensiblement inférieur dans le contexte des prix pétroliers, au poids du secteur au sein de l'économie. Les engagements portent sur les « majors pétrolières » (groupes intégrés), les « grands » électriciens européens mais aussi sur les négociants spécialisés dans le cadre de financements transactionnels. Calyon est également actif en matière de financements des producteurs indépendants d'électricité sous forme de financements de projets, principalement. Le niveau des risques de crédit cumulés sur l'Energie est donc atténué par un effet de diversification lié à la variété des métiers financés, de l'activité des clients et des pays considérés. Les prix élevés de l'énergie conservent également une incidence notable sur la taille du portefeuille.

Les encours repris en « Divers » ne constituent, par définition, pas une classe homogène. La plus grande part est représentée par les titrisations (26,8 milliards d'euros au 30 juin 2007). Ces titrisations pour le compte de clients portent sur des créances très diversifiées et de faible montant unitaire. Les véhicules de titrisation bénéficient pour la quasi-totalité de bons ratings externes. Les holdings de groupes à l'activité diversifiée - qui ne peuvent être classés dans une filière - constituent le second groupe d'engagements au sein de ce sous-portefeuille.

Le portefeuille Industrie lourde (9 % de l'exposition totale) est en hausse, en relation avec le dynamisme des opérateurs de ce secteur qui bénéficient de la forte croissance mondiale (chimie, sidérurgie, matériaux de construction). Une augmentation des opérations de croissance externe caractérise le secteur. Ces grands groupes sont, ainsi, de plus en plus largement mondialisés.

Le portefeuille des Biens de consommation (8 % de l'exposition totale) comprend principalement les leaders français de la distribution qui sont largement implantés en dehors de notre pays, et peu de fabricants.

Le portefeuille des Telecoms (7 % de l'exposition totale) reste axé sur les acteurs historiques et sur les leaders du mobile dans les pays où celui-ci représente l'axe principal de développement du secteur (pays émergents). Il fait toujours l'objet d'un suivi attentif dans un contexte d'évolution rapide des technologies comme des positions commerciales des différentes catégories d'opérateurs.

L'immobilier (6 % de l'exposition totale) conserve une place relativement stable au sein du portefeuille. Le portefeuille est principalement européen, et notamment français. La part des Etats-Unis est inférieure à 15 % avec des risques principalement sur des acteurs de l'immobilier commercial.

Une approche prudente est observée à l'égard du secteur Automobile qui ne représente plus que 4 % de l'exposition totale. Le risque sur les équipementiers est faible.

Les filières du Transport Maritime, Aéronautique (4 % de l'exposition chacun au 30 juin 2007) comportent surtout des financements garantis par les actifs, des montages structurés ou des financements sur les meilleures sociétés.

Les autres portefeuilles sectoriels sont d'un montant unitaire ne dépassant pas 4 % du total.

Les risques de marchés

La mesure par la « Value at Risk »

La mesure en VaR constitue l'élément central du dispositif de mesure des risques.

Calyon a fixé une limite globale de risques, exprimée en VaR, pour l'ensemble de ses activités de marché.

La VaR au 29 juin 2007 s'élève à 23 millions d'euros.

L'évolution de la VaR, suivie par métiers sur les activités de marché de CALYON est présentée de la façon suivante en fonction des facteurs de risque principaux :

en millions d'euros	29 juin 2007	Minimum	Maximum	Moyenne	29 déc. 2007
Taux	8	5	13	9	9
Crédit	18	6	18	12	11
Change	3	1	5	2	2
Actions	18	9	23	15	8
Matières premières	1	1	3	2	3
VaR de Calyon	23	14	33	21	15

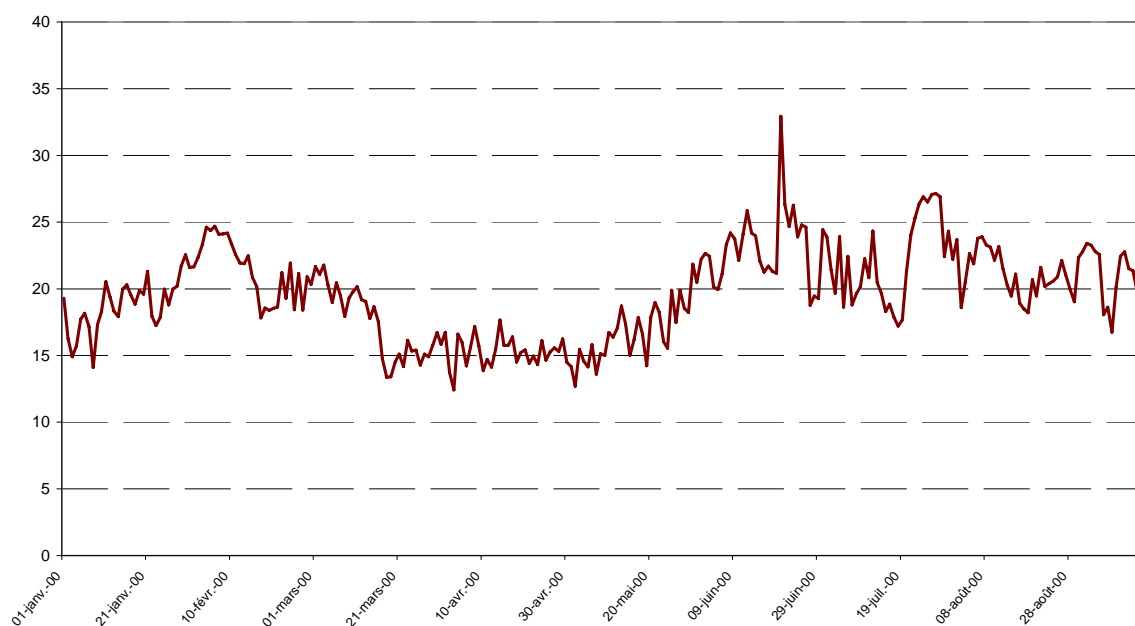
La différence entre la VaR globale de Calyon et la somme des VaR individuelles correspond aux gains de compensation.

Au 29 juin 2007 :

- la VaR Crédit s'élève à 18 millions d'euros ; elle est calculée sur le périmètre des activités de marchés de crédit ;
- la VaR Actions s'élève à 18 millions d'euros : son périmètre englobe les activités de dérivés actions et fonds et celle des courtiers (CLSA, Cheuvreux principalement) ;
- la VaR Taux est de 8 millions d'euros ; elle porte sur les activités de trésorerie et dérivés de taux ;
- la VaR Change est de 3 millions d'euros ; elle concerne les activités au comptant et options de change ;
- la VaR Matières premières s'élève à 1 million d'euros.

Au cours de l'année 29/06/06 - 29/06/07, la VaR moyenne s'est située au niveau de 20 millions d'euros et le maximum à 33 millions d'euros. Le niveau significatif de compensation reflète une bonne diversification des risques. L'évolution de la VaR sur les activités de marché s'est présentée de la façon suivante sur une période d'un an glissant :

VaR par facteur principal 1j, 99%, activités de marché



Risques liés au marché hypothécaire américain

Calyon n'a pas d'exposition directe au marché du crédit hypothécaire américain.

Son exposition indirecte à travers le financement de constructeurs de maisons individuelles ou de relations financières avec des institutions financières spécialisées est très limitée.

L'activité cash CDO présente une exposition indirecte aux crédits *subprime*. Cette activité de montage/distribution de structurés de crédits a été développée depuis plusieurs années pour le compte de la clientèle de Calyon. La structuration de ces CDO consiste à titriser des portefeuilles d'ABS. Les différentes tranches composant ces CDO, qui présentent des caractéristiques spécifiques de risques (tranches equity, mezzanine, super-senior), ont vocation à être vendues à des investisseurs institutionnels recherchant des supports présentant de telles caractéristiques.

Au titre de cette activité cash CDO, Calyon est amené à détenir un portefeuille d'ABS dans la phase de structuration ainsi que des tranches de CDO constituées et non encore vendues.

Aucune opération nouvelle de structurés de CDO d'ABS n'a été initiée depuis le début de la crise du crédit hypothécaire américain en février 2007.

Les opérations en cours ont fait l'objet d'une gestion active : finalisation/placement de plusieurs d'entre elles, reventes d'ABS en phase de titrisation, achat de protections.

Au 30 juin 2007, l'exposition de Calyon au titre de ces activités comprend :

- l'encours subprime sous-jacent du portefeuille d'ABS s'élève à 586 millions d'euros (sur un total de 1,9 milliard d'euros) et a fait l'objet d'une valorisation prudente ;
- les seules tranches de CDO conservées par Calyon présentant un risque de crédit significatif sont les tranches mezzanine ; Calyon ne détient pas de tranches equity, et ses tranches super-senior dont l'encours est de 4,4 milliards d'euros, ne présentent pas de risque de crédit (notation AAA confirmée après le déclenchement de la crise, résistance à des scénarios de stress tendus) ;
- les tranches mezzanine de CDO conservées sont d'un montant limité (280 millions d'euros) ; elles ont fait l'objet d'une politique de dépréciation et de valorisation prudente : couverture à 68 % à fin juin, aboutissant à une exposition nette très limitée (91 millions d'euros).

Les risques opérationnels

Conformément aux principes en vigueur au sein du groupe Crédit Agricole S.A., le Département des Contrôles permanents de la Direction des Risques et des Contrôles a mis en place un dispositif qualitatif et quantitatif d'identification, d'évaluation, de prévention et de surveillance des risques opérationnels en adéquation avec la réforme Bâle II. L'objectif de ce dispositif est d'utiliser la méthode de mesure avancée des risques opérationnels.

Parallèlement, un tableau de bord permettant de suivre l'évolution du coût du risque opérationnel et les principales sources de risque est établi trimestriellement.

Au cours du premier semestre 2007, le dispositif de gestion des risques opérationnels a fait l'objet d'un examen par le Secrétariat général de la Commission Bancaire ; cette mission a donné lieu à un certain nombre d'actions complémentaires à mener avant la fin de l'année.

La gestion du bilan

Le risque de taux d'intérêt global

Le Groupe utilise la méthode des gaps pour mesurer son risque de taux d'intérêt global. Elle consiste à déterminer les échéanciers en taux de l'ensemble des actifs, passifs et dérivés de couverture à taux fixes, révisables ou liés à l'inflation : jusqu'à la date de révision du taux pour les éléments à taux révisables, la date contractuelle pour ceux à taux fixes et suivant des conventions appuyées sur des modèles pour les éléments sans échéance contractuelle.

L'exposition de Calyon au risque de taux sur ses opérations de clientèle est limitée compte tenu de la règle d'adossement en taux auprès des équipes de marché applicable à ses financements clientèle, ainsi que du volume réduit des dépôts non rémunérés.

A la fin du premier semestre 2007, le risque de perte de Calyon sur l'exercice en cours en cas de variation adverse de 1 % des taux d'intérêt représente moins de 0,10 % des fonds propres prudentiels. Le risque de pertes cumulées actualisées sur les dix prochaines années en cas de variation adverse de 1 % des taux d'intérêt représente 0,5 % des fonds propres prudentiels.

Le risque de liquidité

Par ailleurs, à fin juin 2007, le ratio de liquidité de Calyon s'élève à 115 % à comparer au minimum de 100 % défini par la réglementation.

Risques juridiques

Les principales procédures judiciaires en cours impliquant les entités du groupe Calyon sont celles mentionnées dans le document de référence 2006 (rapport de gestion - risques juridiques - page 71).

Durant le premier semestre 2007, les procédures sur les dossiers OTOR et HIGH RISK OPPORTUNITY ont été clôturées suite à un désistement des parties adverses.

A la connaissance de Calyon, il n'existe pas, au cours du premier semestre 2007, de fait exceptionnel ou de litige susceptibles d'avoir ou ayant eu, dans un passé récent, une incidence significative sur la situation financière, l'activité, les résultats ou le patrimoine de la société et du groupe Calyon.

Tendances récentes et perspectives

Evénements récents

Société Générale et Calyon signent un accord de rapprochement entre Fimat et Calyon Financial et annoncent la création de Newedge

Extrait du communiqué de presse du 8 août 2007

Société Générale et Calyon ont signé un accord liant en vue du regroupement des activités de courtage exercées par leurs filiales respectives Fimat et Calyon Financial.

Le lancement opérationnel de la nouvelle entité aura lieu début 2008, sous réserve de l'obtention des agréments des autorités de tutelle.

La nouvelle entité issue de ce regroupement, Newedge, sera détenue conjointement à parts égales (50/50) par Société Générale et Calyon et sera dotée du statut de banque. Son siège sera situé à Paris et ses effectifs atteindront près de 3 000 collaborateurs répartis sur les principales places financières mondiales.

Dans un marché en pleine expansion, Newedge occupera une position de leader mondial dans le domaine de l'exécution, notamment électronique, et de la compensation de produits dérivés listés sur plus de 70 marchés organisés aux Etats-Unis, en Europe et en Asie-Pacifique.

Sur la base *pro forma* au 31 décembre 2006, l'entité combinée a traité plus de 1,3 milliard de contrats et dégagé un chiffre d'affaires de plus d'un milliard d'euros.

Au-delà de son activité principale de *Futures Commission Merchant (FCM)*, la nouvelle entité continuera à offrir la gamme de services d'exécution complémentaires sur les marchés de gré à gré (OTC) et sur tous les marchés comptants (actions, obligations, change, matières premières, instruments monétaires, etc.)

Acteur de premier plan du courtage, Newedge combinera les savoir-faire spécifiques (*risk management, cross margining, financing...*) des deux entités et disposera d'une offre de *prime brokerage* innovante et complète, alternative aux services proposés par les banques d'investissement à leur clientèle institutionnelle.

Avec des revenus diversifiés provenant notamment de banques, de courtiers, d'entreprises et de sociétés de gestion y compris des *hedge funds*, la nouvelle entité répondra ainsi aux exigences croissantes d'une clientèle élargie en lui offrant une gamme de produits plus étendue et un accès à des pôles de liquidité de plus en plus importants.

Nominations à la Direction Générale de Calyon

Le Conseil d'administration, réuni le 28 août 2007, a nommé, avec effet au 1er octobre 2007 :

- Monsieur Marc Litzler, Directeur général,
- Messieurs Jérôme Grivet et Alain Massiera, Directeurs généraux délégués.

Ces mandats ont été conférés pour une durée expirant au cours du quatrième trimestre 2010.

Perspectives

Les marchés traversent depuis cet été une période de turbulences, avec en toile de fond une réappréciation généralisée du prix du risque. L'épicentre de la crise se trouve aux Etats-Unis, avec des craintes liées à la crise immobilière et surtout à l'ampleur des difficultés du marché du *subprime* (crédits accordés à des clientèles à risque). Les problèmes rencontrés par certains acteurs financiers (*Bear Stearns*, *IKB...*) détenteurs de titres adossés à ces crédits risqués ont ajouté à l'incertitude. Par effet de contagion, les investisseurs se sont désengagés de leurs positions les plus risquées provoquant une correction sur plusieurs marchés (actions, obligations émergentes, *commodities*, débouclage des *carry trade...*). A l'heure actuelle, en dépit de son caractère brutal, la correction est plutôt jugée salutaire et s'assimile davantage à une normalisation, vu les niveaux de valorisation atteints sur différentes catégories d'actifs risqués.

Des doutes concernant l'ampleur de l'exposition des banques à ces actifs risqués ont également entraîné des problèmes de liquidité sur le marché interbancaire, faisant craindre un rationnement généralisé et non discriminé du crédit (*credit crunch*). Pour parer cette éventualité, les banques centrales ont injecté d'importantes liquidités et pour garantir le coût et la disponibilité de la ressource financière, la Fed a même abaissé son taux d'escompte de 50 pbs à 5,75 % (le 18 août). La robustesse du système financier reste le meilleur rempart contre le risque de crise systémique.

A ce stade, ces turbulences ne remettent pas en cause notre scénario macroéconomique, lequel table sur un ralentissement de milieu de cycle aux Etats-Unis, assorti d'une bonne résistance des autres zones, notamment l'Europe. Il est en revanche probable que le trou d'air soit un peu plus prononcé qu'initialement anticipé, au troisième trimestre notamment, compte tenu d'une attitude prudente des ménages et des entreprises face à une actualité financière mouvementée.

Aux États-Unis, la croissance devrait rester modeste (1,9 % en 2007). La contribution de l'investissement résidentiel devrait très progressivement devenir moins négative mais les ménages devraient renouer avec un comportement de consommation plus prudent face au durcissement relatif des conditions d'accès au crédit, à l'érosion de leur richesse immobilière, et à un marché du travail un peu moins bien orienté. Une progression toujours solide de leur pouvoir d'achat permettrait néanmoins d'éviter que leur taux d'épargne ne remonte trop brutalement. L'amélioration du déficit courant resterait timide mais un assainissement de la croissance américaine est en cours. A la faveur du net ralentissement de l'activité, l'inflation sous-jacente devrait rester dans la zone de confort supposée de la Fed, juste en-deçà de 2 % en glissement annuel.

En zone euro, la croissance devrait fléchir sans rompre pour rejoindre progressivement son rythme potentiel (autour de 2,5 % de croissance en 2007). Les informations disponibles (taux d'utilisation des capacités de production au plus haut et profitabilité des entreprises élevée) incitent à penser que le cycle de l'investissement n'est pas encore achevé. Sa dynamique devrait néanmoins pâtir de la montée de l'incertitude en deuxième partie d'année. La poursuite de l'amélioration du marché du travail devrait soutenir l'augmentation du pouvoir d'achat, ce qui stimulera en retour les dépenses des ménages. La marge de progression des exportations paraît en revanche limitée, après les performances exceptionnelles enregistrées en 2006. Les effets négatifs attendus de la force de l'euro sur la compétitivité et une conjoncture mondiale sans doute un peu moins porteuse plaident également en faveur d'une certaine modération. Malgré la remontée des cours du pétrole, l'inflation devrait rester au voisinage du seuil de tolérance de la BCE (2 % en moyenne en 2007), avec un peu de volatilité en fin d'année. En France, la croissance devrait s'afficher autour de 1,8 % en 2007, grâce à une demande des ménages toujours robuste.

C'est sans doute du côté des banques centrales que l'incertitude est la plus grande. Si le calme revient rapidement sur les marchés avec *de facto* un impact très limité sur la sphère réelle alors des inflexions de politiques monétaires ne se justifient pas : la Fed devrait maintenir un *statu-quo* prolongé et la BCE opérer un dernier tour de vis avant la fin de l'année pour juguler tout risque inflationniste à moyen-terme. C'est en substance notre scénario d'avant la crise.

En revanche, si la Fed perçoit un risque baissier sur la croissance, ce qui semble transparaître au travers de son communiqué du 17 août et des dernières déclarations de certains membres du *Board*, elle devrait agir rapidement en abaissant sa garde dès septembre. Dans ce cas, la BCE se verrait contrainte de passer son

tour lors de la prochaine réunion (le 6 septembre) même en maintenant un biais haussier afin de prévenir les marchés qu'une fois le calme revenu, un nouveau serrage de vis pourrait s'avérer nécessaire. Ceci nous semble à l'heure actuelle le scénario le plus probable.

Même si son occurrence paraît très faible, on ne peut exclure un scénario plus noir, où la crise s'amplifiant, les banques centrales agissent de manière concertée pour desserrer l'étau monétaire afin de rétablir la confiance et donner une bouffée d'oxygène aux marchés.

Dans tous les cas, la période d'incertitude qui s'ouvre devrait profiter aux valeurs sûres. Les taux longs ne devraient pas se retendre rapidement même si, à la faveur d'une accalmie sur le front financier, une certaine normalisation pourrait suivre (autour de 4,8 % aux USA et 4,4 % en Europe d'ici la fin de l'année). Le dollar va continuer de jouer son rôle de valeur refuge et devrait osciller autour des valorisations actuelles (dans une fourchette 1,30-1,35). Les monnaies impliquées dans les opérations de *carry trade* vont s'ajuster, à la hausse pour les devises de financement (yen, franc suisse), à la baisse pour les devises d'investissement (dollar australien, dollar néozélandais...), avec les mouvements de débouclage en cours. Les *spreads* émergents et de crédit vont rester sous pression avec en toile de fond un mouvement de réappréciation du risque accompagné d'une meilleure discrimination. Les bourses occidentales ont pâti de la remontée de l'aversion au risque et ont corrigé assez violemment. On peut penser qu'en cas de rapide normalisation des conditions de marché et si la croissance économique mondiale fait preuve de résilience, un rebond des marchés actions soit possible. La situation financière des entreprises demeure saine et les niveaux de valorisation deviennent attrayants.

Pour Calyon

Depuis le 30 juin, la poursuite de la crise sur les marchés du crédit hypothécaire américain a continué d'affecter les activités de cash CDO.

Pour autant, les revenus de la Banque de Financement et d'Investissement ont bénéficié de la bonne tenue des autres activités de marché et du courtage, et des effets positifs des couvertures mises en place dans le cadre de la gestion active du bilan.

Au total, les résultats de juillet et août de Calyon devraient être comparables à ceux de la même période l'année dernière.

2. Comptes consolidés intermédiaires résumés au 30 juin 2007

Cadre général	24
Compte de résultat	25
Bilans consolidés.....	26
Tableau de variation des capitaux propres.....	28
Tableau des flux de trésorerie	29
Notes annexes aux comptes consolidés intermédiaires résumés au 30 juin 2007.....	30
Note 1 : Principes et Méthodes applicables dans le Groupe.....	30
Note 2 : Périmètre de consolidation	32
Note 3 : Notes relatives au compte de résultat	35
Note 4 : Informations sectorielles	40
Note 5 : Notes relatives au bilan au 30 juin 2007.....	42
Note 6 : Engagements de financement et de garantie	49
Note 7 : Evénements postérieurs à la fin de la période intermédiaire	49
Note 8 : Périmètre de consolidation au 30 juin 2007.....	50
Rapport des Commissaires aux comptes sur l'examen limité des comptes semestriels consolidés	53

Comptes consolidés intermédiaires résumés au 30 juin 2007

arrêtés par le Conseil d'administration en date du 28 août 2007

Cadre général

Présentation juridique de l'entité

Depuis l'Assemblée générale extraordinaire du 30 Avril 2004, la société a pour dénomination sociale : **Calyon**. Son nom commercial est : Calyon Corporate and Investment Bank.

Adresse et siège social de la société : 9 quai du Président Paul Doumer, 92920 Paris La Défense cedex France.

Immatriculation au registre du commerce et des sociétés de Nanterre sous le numéro 304 187 701.

Code APE : 651 C.

Calyon est une société anonyme à Conseil d'administration régie par les dispositions législatives et réglementaires applicables aux établissements de crédit et aux sociétés anonymes ainsi que par ses statuts.

Compte de résultat

en millions d'euros	Notes	30.06.2007	31.12.2006	30.06.2006
Intérêts et produits assimilés	3.1	7 750	11 729	5 722
Intérêts et charges assimilées	3.1	(9 128)	(13 689)	(6 635)
Commissions (produits)	3.2	1 839	3 173	1 765
Commissions (charges)	3.2	(734)	(1 249)	(688)
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	3.3	3 274	5 390	2 691
Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente	3.4	322	297	193
Produits des autres activités	3.5	161	297	117
Charges des autres activités	3.5	(46)	(86)	(62)
Produit net bancaire		3 438	5 862	3 103
Charges générales d'exploitation	3.6	(1 951)	(3 468)	(1 762)
Dotations aux amortissements et aux provisions pour dépréciation des immobilisations incorporelles et corporelles	3.7	(55)	(106)	(47)
Résultat brut d'exploitation		1 432	2 288	1 294
Coût du risque	3.8	15	9	(11)
Résultat d'exploitation		1 447	2 297	1 283
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence		78	166	94
Gains ou pertes nets sur autres actifs	3.9		5*	(13)
Variations de valeur des écarts d'acquisition				
Résultat avant impôt		1 525	2 468	1 364
Impôts sur les bénéfices	3.10	(404)	(620)	(354)
Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou en cours de cession				
Résultat net		1 121	1 848	1 010
Intérêts minoritaires		51	77	40
Résultat net - Part du groupe		1 070	1 771	970
Résultat par action		8,08	14,59	7,99
Résultat dilué par action		8,08	14,59	7,99

* dont 33 millions d'euros de gains net sur autres actifs sur le deuxième semestre 2006 relatifs aux mouvements d'intérêts minoritaires (cf. note 1)

Bilans consolidés

ACTIF

en millions d'euros	Notes	30.06.2007	31.12.2006
Caisse, banques centrales, C.C.P		1 538	1 787
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	5.1	397 122	359 535
Instrument dérivé de couverture		465	344
Actifs financiers disponibles à la vente	5.2	20 385	24 551
Prêts et créances sur les établissements de crédit	5.3	58 863	59 519
Prêts et créances sur la clientèle	5.3	115 629	101 942
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux		9	3
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance			
Actifs d'impôts courants		43	31
Actifs d'impôts différés		689	743
Comptes de régularisation et actifs divers		54 219	37 053
Actifs non courants destinés à être cédés		77	
Participations dans les entreprises mises en équivalence		718	668
Immeubles de placement	5.7	3	16
Immobilisations corporelles	5.8	681	646
Immobilisations incorporelles	5.8	121	82
Ecarts d'acquisition	2.3	1 065	1 250*
TOTAL DE L'ACTIF		651 627	588 170

* dont 179 millions d'euros au 31/12/2006 relatifs aux mouvements d'intérêts minoritaires (cf. note 1)

PASSIF

en millions d'euros	Notes	30.06.2007	31.12.2006
Banques centrales, CCP		473	80
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	5.1	317 967	302 991
Instruments dérivés de couverture		1 559	188
Dettes envers les établissements de crédit	5.5	101 354	78 810
Dettes envers la clientèle	5.5	91 560	84 035
Dettes représentées par un titre	5.6	65 577	62 830
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux			
Passifs d'impôts courants		322	438
Passifs d'impôts différés		186	191
Comptes de régularisation et passifs divers		53 251	38 175
Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés			
Provisions	5.10	890	920
Dettes subordonnées	5.6	5 875	6 277
Capitaux propres	5.11	12 613	13 235
Capitaux propres part du groupe		11 810	12 396
Capital et réserves liées		8 263	7 686
Réserves consolidées		2 305	2 569*
Gains ou pertes latents ou différés		172	370
Résultat de l'exercice		1 070	1 771
Intérêts minoritaires		803	839
TOTAL DU PASSIF		651 627	588 170

* dont 179 millions d'euros au 31/12/2006 relatifs aux mouvements d'intérêts minoritaires (cf. note 1)

Tableau de variation des capitaux propres

	Capital et réserves liées			Réserves consolidées part du groupe	Gains ou pertes latents ou différés			Résultat net part du Groupe	Total des capitaux propres part du Groupe	Capitaux propres part des minoritaires	Total des capitaux propres consolidés
	Capital	Primes et Réserves consolidées	Elimination des titres auto-détenus		Liés aux écarts de conversion	Variation de juste valeur des actifs disponibles à la vente	Variation de juste valeur des dérivés de couverture				
<i>en millions d'euros</i>											
Capitaux propres au 1^{er} janvier 2006	3 120	7 759	0	10 879	233	296	88	0	11 496	716	12 212
Augmentation de capital	316	692		1 008					1 008		1 008
Dividendes versés en 2006		(1 551)		(1 551)					(1 551)	(24)	(1 575)
Variation de valeurs des titres disponibles à la vente (IAS 39)						(31)			(31)		(31)
Couverture de flux de trésorerie (IAS 39)							(161)		(161)	(1)	(162)
Résultat au 30 juin 2006								970	970	40	1 010
Quote-part dans les variations de CP des entreprises associées mises en équivalence		(11)		(11)					(11)		(11)
Variation de l'écart de conversion					(174)				(174)	(46)	(220)
Autres variations		38		38					38	(6)	32
Capitaux propres au 30 juin 2006	3 436	6 927	0	10 363	59	265	(73)	970	11 584	679	12 263
Augmentation de capital											
Distributions versées en 2006										(32)	(32)
Variation de valeurs des titres disponibles à la vente (IAS 39)						131			131	1	132
Couverture de flux de trésorerie (IAS 39)							23		23	(1)	22
Résultat du 2 ^{ème} semestre 2006								801	801	37	838
Effet des acquisitions/ Cessions sur minoritaires										157	157
Quote-part dans les variations de CP des entreprises associées mises en équivalence		(21)		(21)					(21)		(21)
Variation de l'écart de conversion					(48)				(48)	(4)	(52)
Autres variations		(74)		(74)					(74)	2	(72)
Capitaux propres au 31 décembre 2006	3 436	6 832	0	10 268	11	396	(50)	1 771	12 396	839	13 235
Changement de méthode comptable ⁽¹⁾		(179)		(179)					(179)		(179)
Affectation du résultat 2006		1 771		1 771				(1 771)			
Capitaux propres au 31 décembre 2006	3 436	8 424	0	11 860	11	396	(50)	0	12 217	839	13 056
Augmentation de capital	279	561		840					840	3	843
Dividendes versés en 2007		(2 049)		(2 049)					(2 049)	(65)	(2 114)
Variation de valeurs des titres disponibles à la vente (IAS 39)						(66)			(66)		(66)
Couverture de flux de trésorerie (IAS 39)							(114)		(114)	(1)	(115)
Résultat au 30 juin 2007								1 070	1 070	51	1 121
Quote-part dans les variations de CP des entreprises associées mises en équivalence		(18)		(18)					(18)		(18)
Variation de l'écart de conversion					(18)				(18)	(12)	(30)
Autres variations		(52)		(52)					(52)	(12)	(64)
Capitaux propres au 30 juin 2007	3 715	6 866	0	10 581	(7)	330	(164)	1 070	11 810	803	12 613

(1) Changement de méthode comptable relatif au traitement des mouvements d'intérêts minoritaires (cf. note 1)

Tableau des flux de trésorerie

Le tableau de flux de trésorerie est présenté selon le modèle de la méthode indirecte.

Les **activités opérationnelles** sont représentatives des activités génératrices de produits du groupe Calyon en ce compris les actifs recensés dans le portefeuille de placements détenus jusqu'à l'échéance.

Les flux d'impôts sont présentés en totalité avec les activités opérationnelles.

Les **activités d'investissement** représentent les flux de trésorerie pour l'acquisition et la cession de participations dans les entreprises consolidées et non consolidées, et des immobilisations corporelles et incorporelles. Les titres de participation stratégiques inscrits dans le portefeuille « actifs financiers disponibles à la vente » sont compris dans ce compartiment.

Les **activités de financement** résultent des changements liés aux opérations de structure financière concernant les capitaux propres, les dettes subordonnées et les dettes obligataires.

La notion de **trésorerie nette** comprend la caisse, les créances et dettes auprès des banques centrales et CCP, ainsi que les comptes (actif et passif) et prêts à vue auprès des établissements de crédit.

en millions d'euros	30.06.2007	30.06.2006	31.12.2006
Résultat avant impôts	1 525	1 364	2 468
Dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	55	49	109
Dépréciation des écarts d'acquisition et des autres immobilisations		0	0
Dotations nettes aux dépréciations	(194)	(43)	(118)
Quote-part de résultat liée aux sociétés mises en équivalence	(78)	(94)	(166)
Perte nette/gain net des activités d'investissement	(20)	0	(7)
Produits / charges des activités de financement	175	189	1 467
Autres mouvements	562	233	1 119
Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôts et des autres ajustements	500	334	2 404
Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit	20 115	4 244	(16 545)
Flux liés aux opérations avec la clientèle	(7 401)	5 994	(942)
Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers	(14 478)	(19 103)	3 788
Flux liés aux opérations affectant des actifs ou passifs non financiers	(2 248)	(3 890)	(3 380)
Impôts versés	(462)	(26)	(107)
Augmentation / diminution nette des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles	(4 474)	(12 781)	(17 186)
Total flux nets de trésorerie générés par l'activité opérationnelle (A)	(2 449)	(11 083)	(12 314)
Flux liés aux participations (1)	170	(62)	45
Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles	(129)	(54)	(145)
Total flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement (B)	41	(116)	(100)
Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires (2)	(1 223)	(560)	(543)
Autres flux nets de trésorerie provenant des activités de financement (3)	(387)	1 931	297
Total flux net de trésorerie lié aux opérations de financement (C)	(1 610)	1 371	(246)
Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie et équivalent de trésorerie (D)	355	459	1 064
Augmentation / diminution nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie (A + B + C + D)	(3 663)	(9 369)	(11 596)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	(17 669)	(6 073)	(6 073)
Caisse, banques centrales, CCP (actif & passif)	1 705	4 433	4 433
Comptes (actif et passif) et prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit	(19 374)	(10 506)	(10 506)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	(21 332)	(15 442)	(17 669)
Caisse, banques centrales, CCP (actif & passif)	1 065	2 684	1 705
Comptes (actif et passif) et prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit	(22 397)	(18 126)	(19 374)
VARIATION DE LA TRESORERIE NETTE	(3 663)	(9 369)	(11 596)

(1) Cette ligne recense les effets nets sur la trésorerie des acquisitions et des cessions de titres de participation. Au cours du premier semestre 2007, l'impact net des acquisitions sur la trésorerie de CALYON s'élève à +170 millions d'euros, portant notamment sur les opérations suivantes :

- * + 104 millions d'euros sur la cession de titres CLSA par CCMA BV
- * + 44 millions d'euros sur la cession de titres Euronext
- * + 20 millions d'euros sur la cession de titres Bolsas y Mercados
- * - 10 millions d'euros sur l'acquisition de Crédit Lyonnais Titres Restruct

(2) Le flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires comprend la distribution de dividendes par CALYON à ses actionnaires, à hauteur de 2 049 millions d'euros minoré de l'augmentation de capital de 839 millions d'euros, soit un montant net versé en cash de 1 210 millions d'euros.

(3) au cours du premier semestre 2007, les remboursements nets des nouvelles émissions de dettes subordonnées s'élèvent à 152 millions d'euros.

Notes annexes aux comptes consolidés intermédiaires résumés au 30 juin 2007

Note 1 : Principes et Méthodes applicables dans le Groupe

Les comptes consolidés semestriels résumés du Groupe Calyon ont été établis conformément aux normes IAS/IFRS et aux interprétations IFRIC telles qu'adoptées par l'Union européenne et applicables au 30 juin 2007.

Celles-ci sont identiques à celles utilisées et décrites dans les états financiers du Groupe Calyon au 31 décembre 2006, et complétées :

- par les dispositions de la norme IAS 34 relative à l'information financière intermédiaire, qui définit le contenu minimum de cette information, et qui identifie les principes de comptabilisation et d'évaluation devant être appliquée à un rapport financier intermédiaire ;
- par les dispositions des normes et interprétations dont l'application est obligatoire pour la première fois sur l'exercice 2007.

Ces nouvelles dispositions sont issues des règlements du 8 septembre 2006 (CE n° 1329/2006) et du 1^{er} juin 2007 (CE n° 610/2007). Elles portent sur :

- l'interprétation IFRIC 8 relative au champ d'application de la norme IFRS 2 portant sur le paiement fondé sur des actions ;
- l'interprétation IFRIC 9 relative à la réévaluation des dérivés incorporés ;
- l'interprétation IFRIC 10 relative au traitement des pertes de valeur (dépréciation) dans l'information financière intermédiaire.

L'application de ces nouvelles dispositions n'a pas eu d'impact significatif sur la période.

La norme IFRS 7, relative aux informations à fournir sur les instruments financiers, est également applicable à compter du 1^{er} janvier 2007. Toutefois, conformément à la norme IAS 34, ces informations ne sont à fournir que dans le cadre d'un jeu complet d'états financiers. Elles ne figurent donc pas dans les comptes semestriels résumés au 30 juin 2007, dans la mesure où ceux-ci sont présentés sous forme condensée.

Lorsque l'application de normes et interprétations est optionnelle sur une période, celles-ci ne sont pas retenues par le Groupe, sauf mention spécifique.

Ceci concerne en particulier :

- l'interprétation IFRIC 11 issue du règlement du 1^{er} juin 2007 (CE n° 611/2007) et relative au traitement des actions propres et des transactions intra-groupe dans le cadre de la norme IFRS 2 portant sur le paiement fondé sur des actions. Cette interprétation sera appliquée pour la première fois au 1^{er} janvier 2008.
- Par ailleurs, l'IFRIC 11 ayant clarifié les modalités d'application d'une norme existante et déjà appliquée par le groupe Calyon (IFRS 2), les conséquences de cette clarification ont été prises en compte à compter du 1^{er} Janvier 2007. La charge relative aux plans d'attribution d'actions dénoués par instruments de capitaux propres de Crédit Agricole S.A. est désormais comptabilisée dans les comptes des entités du groupe Calyon, employeurs des bénéficiaires de plans. L'impact sur le premier semestre correspond à une charge de personnel de 10 millions d'euros en contrepartie d'une augmentation des « réserves consolidées part du Groupe ».

Les comptes semestriels résumés sont destinés à actualiser les informations fournies dans les comptes consolidés au 31 décembre 2006 du Groupe Calyon et doivent être lus en complément de ces derniers. Aussi, seules les informations les plus significatives sur l'évolution de la situation financière et des performances du groupe sont reproduites dans ces comptes semestriels.

De par leur nature, les évaluations nécessaires à l'établissement des comptes consolidés exigent la formulation d'hypothèses et comportent des risques et des incertitudes quant à leur réalisation dans le futur. Les estimations comptables qui nécessitent la formulation d'hypothèses sont utilisées principalement pour les évaluations réalisées pour les instruments financiers évalués à leur juste valeur, les régimes de retraites et autres avantages sociaux, les moins-values durables, les dépréciations de créances irrécouvrables, les provisions, la dépréciation des écarts d'acquisition et les actifs d'impôts différés.

Changements de méthode comptable :

A compter du 1^{er} janvier 2007, dans un souci de comparabilité avec des pratiques de place, l'écart entre le coût d'acquisition et la quote-part d'actif net lié à l'augmentation du pourcentage d'intérêt dans une entité déjà contrôlée de manière exclusive, est désormais constaté en diminution du poste « réserves consolidées part du Groupe ».

De façon symétrique, en cas de diminution du pourcentage d'intérêt du Groupe dans une entité restant contrôlée de manière exclusive, l'écart entre le prix de cession et la valeur comptable des intérêts minoritaires cédés est également constaté directement en « réserves consolidées part du Groupe ».

L'incidence de ce changement de méthode au 1^{er} janvier 2007 est présentée sur le tableau de variation des capitaux propres. Il réduit de 179 millions d'euros la situation nette part du groupe en contrepartie du montant des écarts d'acquisition inscrits à l'actif du bilan au 1^{er} janvier 2007.

En outre, si ce changement de méthode avait été appliqué en 2006, le résultat net sur actifs immobilisés aurait été réduit de 33 millions d'euros au 2^e semestre 2006, en contrepartie des réserves consolidées.-

Note 2 : Périmètre de consolidation

Le périmètre de consolidation au 30 juin 2007 est présenté de façon détaillée à la fin des notes annexes en note 8.

2.1 Evolutions du périmètre de consolidation de l'exercice

Les variations de périmètre entre le 31 décembre 2006 et le 30 juin 2007 sont les suivantes:

Sociétés sorties du périmètre de consolidation au 30 juin 2007

Les sociétés suivantes dont l'activité est devenue non significative ont été déconsolidées au cours du 1^{er} semestre 2007 :

- Ergifrance,
- Calyon Investment Products Limited,
- Indosuez International Finance BV,
- CL Uruguay SA.

Par ailleurs, Calyon ayant désinvesti dans ce fonds, Casam Systeia Pair Trading est déconsolidé au 1^{er} janvier 2007.

Sociétés nouvellement consolidées au 30 juin 2007

Les entités suivantes entrent dans le périmètre au cours du 1^{er} semestre 2007 :

- Agudana S.L.
- Calliope Srl,
- Indosuez Finance Ltd,
- Calyon Algérie SPA.

Par ailleurs, Calyon a créé une succursale à Miami qui a acquis le fonds de commerce du CL Miami, exerçant l'activité de banque privée.

2.2 Principales opérations externes réalisées au cours du semestre

Aucune opération significative n'a eu lieu au cours du premier semestre 2007.

2.3 Les écarts d'acquisition

	31.12.2006	Augmentations (Acquisitions)	Diminutions (Cessions)	Pertes de valeur de la période	Ecart de conversion	Autres mouvements	30.06.2007
<i>en millions d'euros</i>							
Valeur brute	1 305		(2)		(6)	(177)	1 120
Cumul des pertes de valeur	(55)						(55)
VALEUR NETTE AU BILAN	1 250	0	(2)		(6)	(177)	1 065
Banque de financement et d'investissement							
Crédit Agricole Cheuvreux S.A.	132						132
Crédit Lyonnais Securities Asia BV	181				(1)	(179)*	1
Calyon SA (dont apport Crédit Lyonnais)	682						682
CPR Online	9						9
Banque privée internationale							
CA Suisse S.A.	286				(5)		281
Crédit Agricole Luxembourg	10						10
CA Brasil DTVM	2						2
Banque Privée en Espagne	3		(2)			2	3
VALEUR BRUTE	1 305	0	(2)		(6)	(177)	1 120
Calyon SA (dont apport Crédit Lyonnais)	(55)						(55)
CUMUL DES PERTES DE VALEUR	(55)						(55)
Banque de financement et d'investissement							
Crédit Agricole Cheuvreux S.A.	132						132
Crédit Lyonnais Securities Asia BV	181				(1)	(179)	1
Calyon SA (dont apport Crédit Lyonnais)	627						627
CPR Online	9						9
Banque privée internationale							
CA Suisse S.A.	286				(5)		281
Crédit Agricole Luxembourg	10						10
CA Brasil DTVM	2						2
Banque Privée en Espagne	3		(2)			2	3
VALEUR NETTE AU BILAN	1 250	0	(2)		(6)	(177)	1 065

* mouvements d'intérêts minoritaires (cf. note 1)

2.4 Les parties liées

Sont décrites ci-après les transactions conclues avec les principales parties liées au 30 juin 2007. Celles-ci concernent les encours avec Crédit Agricole S.A. et les sociétés du groupe Calyon consolidées par intégration proportionnelle.

Relations avec Crédit Agricole S.A.

Les principaux encours de bilan et hors bilan restituant les opérations significatives réalisées entre Calyon et Crédit Agricole S.A sont résumés dans le tableau ci-après :

en millions d'euros	encours au 30 juin 2007
Actif	
Comptes et prêts	4 632
Instruments dérivés de transactions	7 966
Passif	
Comptes et emprunts	8 457
Instruments dérivés de transaction	8 259
Dettes subordonnées	5 746
Actions de préférence	407
Engagements de financement	
Engagements de financement reçus	1 511
Contre garanties reçues	2

Les encours de comptes et prêts traduisent les relations de trésorerie existant entre Calyon et Crédit Agricole S.A.

L'encours des instruments dérivés de transaction est pour l'essentiel représentatif des opérations de couverture de risque de taux du groupe Crédit Agricole pour lesquelles Calyon assure la relation avec le marché.

L'information relative aux dettes subordonnées et aux actions de préférence figure respectivement en notes 5.6 et 5.11.

Relations entre les sociétés consolidées du groupe Calyon

La liste des sociétés de Calyon est présentée en note 8. Les transactions réalisées et les encours existant en fin de période entre les sociétés consolidées par intégration globale étant totalement éliminées en consolidation, seules les transactions réalisées entre les sociétés consolidées par intégration globale et les sociétés consolidées par intégration proportionnelle, à hauteur de la part des tiers associés au groupe dans ces dernières, affectent les comptes consolidés de Calyon.

Les encours correspondants dans le bilan consolidé au 30 juin 2007 sont relatifs au groupe UBAF, à Altura et à Chauray pour les montants suivants :

- prêts et créances sur les établissements de crédit : 14 millions d'euros
- dettes envers les établissements de crédit : néant

Note 3 : Notes relatives au compte de résultat

3.1 Produits et charges d'intérêt

en millions d'euros	30.06.2007	31.12.2006	30.06.2006
Sur opérations avec les établissements de crédit	3 577	4 697	2 380
Sur opérations avec la clientèle	3 181	4 919	2 190
Intérêts courus et échus sur actifs financiers disponibles à la vente	410	822	383
Intérêts courus et échus des instruments de couverture	552	1 208	729
Sur opérations de location-financement	30	65	28
Autres intérêts et produits assimilés		18	12
PRODUITS D'INTERET	7 750	11 729	5 722
Sur opérations avec les établissements de crédit	(4 887)	(6 184)	(3 068)
Sur opérations avec la clientèle	(1 696)	(2 829)	(1 340)
Actifs financiers disponibles à la vente	(15)	(190)	(104)
Sur dettes représentées par un titre	(1 754)	(2 779)	(1 265)
Sur dettes subordonnées	(160)	(289)	(129)
Intérêts courus et échus des instruments de couverture	(598)	(1 374)	(711)
Sur opérations de location-financement	(18)	(44)	(18)
Autres intérêts et charges assimilées			
CHARGES D'INTERET	(9 128)	(13 689)	(6 635)

3.2 Commissions nettes

en millions d'euros	30.06.2007		
	Produits	Charges	Net
Sur opérations avec les établissements de crédit	28	(30)	(2)
Sur opérations avec la clientèle	209	(28)	181
Sur opérations sur titres (y compris courtage)	768	(307)	461
Sur opérations de change	11	(19)	(8)
Sur opérations sur instruments financiers à terme et autres opérations de hors bilan (y compris courtage)	577	(258)	319
Prestations de services bancaires et financiers dont :	246	(92)	154
* Produits nets de gestion d'OPCVM	6	(9)	(3)
* Produits nets sur moyens de paiement	36	(21)	15
* Autres	204	(62)	142
PRODUITS NETS DES COMMISSIONS	1 839	(734)	1 105

en millions d'euros	31.12.2006		
	Produits	Charges	Net
Sur opérations avec les établissements de crédit	29	(134)	(105)
Sur opérations avec la clientèle	500	(27)	473
Sur opérations sur titres (y compris courtage)	1 159	(286)	873
Sur opérations de change	7	(20)	(13)
Sur opérations sur instruments financiers à terme et autres opérations de hors bilan (y compris courtage)	863	(340)	523
Prestations de services bancaires et financiers dont :	615	(442)	173
* Produits nets de gestion d'OPCVM	11	(59)	(48)
* Produits nets sur moyens de paiement	84	(41)	43
* Autres	520	(342)	178
PRODUITS NETS DES COMMISSIONS	3 173	(1 249)	1 924

en millions d'euros	30.06.2006		
	Produits	Charges	Net
Sur opérations avec les établissements de crédit	25	(37)	(12)
Sur opérations avec la clientèle	390	(195)	195
Sur opérations sur titres	532	(90)	442
Sur opérations de change	4	(31)	(27)
Sur opérations sur instruments financiers à terme et autres opérations de hors bilan	419	(113)	306
Prestations de services bancaires et financiers dont :	395	(222)	173
* Produits nets de gestion d'OPCVM	6	(34)	(28)
* Produits nets sur moyens de paiement	42	(19)	23
* Autres	347	(169)	178
PRODUITS NETS DES COMMISSIONS	1 765	(688)	1 077

3.3 Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat

en millions d'euros	30.06.2007	31.12.2006	30.06.2006
Dividendes reçus	118	126	92
Plus ou moins values latentes ou réalisées sur actif/passif à la juste valeur par résultat	1 779	4 490	2 023
Solde des opérations de change et instruments financiers assimilés	1 374	771	578
Inefficacité des couvertures de juste valeur	3	3	(2)
Inefficacité des couvertures de flux de trésorerie			
GAINS OU PERTES NETS SUR INSTRUMENTS FINANCIERS A LA JUSTE VALEUR PAR RESULTAT	3 274	5 390	2 691

3.4 Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente

en millions d'euros	30.06.2007	31.12.2006	30.06.2006
Dividendes reçus	40	59	35
Plus ou moins values de cessions réalisées sur actifs financiers disponibles à la vente	305	214	158
Pertes sur titres dépréciés durablement (titres à revenu variable)	(23)	24	
GAINS OU PERTES NETS SUR ACTIFS FINANCIERS DISPONIBLES A LA VENTE	322	297	193

3.5 Produits et charges nets des autres activités

en millions d'euros	30.06.2007	31.12.2006	30.06.2006
Produits nets des immeubles de placement	2	86	1
Autres produits (charges) nets	113	125	54
PRODUITS (CHARGES) DES AUTRES ACTIVITES	115	211	55

3.6 Charges générales d'exploitation

en millions d'euros	30.06.2007	31.12.2006	30.06.2006
Charges de personnel	(1 352)	(2 435)	(1 265)
Impôts et taxes	(42)	(42)	(17)
Services extérieurs et autres charges	(557)	(991)	(480)
CHARGES D'EXPLOITATION	(1 951)	(3 468)	(1 762)

Détail des charges de personnel

en millions d'euros	30.06.2007	31.12.2006	30.06.2006
Salaires et traitements (1)	(1 060)	(1 845)	(949)
Autres charges sociales	(244)	(474)	(253)
Intéressement et participation	(29)	(52)	(27)
Impôts et taxes sur rémunération	(19)	(64)	(36)
CHARGES DE PERSONNEL	(1 352)	(2 435)	(1 265)

(1) dont charges sur plans de stock-options pour 10 millions d'euros au 1^{er} semestre 2007

3.7 Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles

en millions d'euros	30.06.2007	31.12.2006	30.06.2006
Dotations aux amortissements	(55)	(107)	(48)
Dotations nettes aux dépréciations		1	1
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS	(55)	(106)	(47)

Ce poste recouvre les dotations aux amortissements et aux provisions pour dépréciation afférentes aux immobilisations incorporelles et corporelles affectées à l'exploitation de l'établissement.

3.8 Coût du risque

en millions d'euros	30.06.2007	31.12.2006	30.06.2006
Dotations aux provisions et dépréciations	(146)	(391)	(315)
Risques de contrepartie	(122)	(282)	(176)
Risques et charges	(24)	(109)	(139)
Reprises de provisions et dépréciations	150	384	280
Risques de contrepartie	142	348	244
Risques et charges	8	36	36
VARIATION DES PROVISIONS ET DEPRECIATIONS	4	(7)	(35)
Pertes sur prêts et créances irrécouvrables non dépréciées	(4)	(21)	(10)
Récupérations sur prêts et créances amortis	15	38	32
Autres pertes		(1)	1
COÛT DU RISQUE	15	9	(11)

3.9 Gains ou pertes nets sur autres actifs

en millions d'euros	30.06.2007	31.12.2006	30.06.2006
Immobilisations corporelles et incorporelles d'exploitation	0	0	
Plus-values de cession		1	
Moins-values de cession		(1)	
Titres de capitaux propres consolidés	0	5	(13)
Plus-values de cession		35*	1
Moins-values de cession		(30)	(14)
GAINS OU PERTES SUR AUTRES ACTIFS	0	5	(13)

* dont 33 millions d'euros de gains nets sur autres actifs sur le deuxième semestre 2006 relatifs aux mouvements d'intérêts minoritaires (cf. note 1)

3.10 Impôts

Charge d'impôts

en millions d'euros	30.06.2007	31.12.2006	30.06.2006
Charge d'impôts courants	(311)	(652)	(378)
Charge d'impôts différés	(93)	32	24
CHARGE D'IMPOT DE LA PERIODE	(404)	(620)	(354)

Réconciliation du taux d'impôt théorique avec le taux d'impôt constaté

	Base	Taux d'impôt	Impôt
Résultat avant impôts, provisions sur écarts d'acquisitions et résultats des sociétés mises en équivalence	1 447	34,43%	(498)
Effet des différences permanentes		0,62%	(9)
Effet des différences de taux d'imposition des entités étrangères		(6,01%)	87
Effet des pertes de l'exercice, de l'utilisation des reports déficitaires et des différences temporaires		(0,55%)	8
Effet de l'imposition à taux réduit			
Effet des autres éléments		(0,55%)	8
TAUX ET CHARGE EFFECTIF D'IMPOTS		27,93%	(404)

Note 4 : Informations sectorielles

Information sectorielle par pôle d'activité

Les transactions entre les pôles d'activité sont conclues à des conditions de marché.

	30.06.2007					Total
	Banque de financement	Banque de marchés et d'investissement	Total Banque de financement et d'investissement	Banque privée internationale	Gestion pour compte propre et divers	
<i>en millions d'euros</i>						
Produit net bancaire total	1 192	1 978	3 170	276	(8)	3 438
Charges de fonctionnement	(465)	(1 366)	(1 831)	(165)	(10)	(2 006)
Résultat brut d'exploitation	727	612	1 339	111	(18)	1 432
Coût du risque	7	6	13	2		15
Résultat d'exploitation	734	618	1 352	113	(18)	1 447
Quote-part dans le résultat net des entreprises mises en équivalence	70	3	73	5		78
Gains ou pertes nets sur autres actifs						
Variation de valeur des écarts d'acquisition						
Résultat avant impôt	804	621	1 425	118	(18)	1 525
Impôts sur les bénéfices	(205)	(174)	(379)	(32)	7	(404)
Gains ou pertes nets des activités arrêtées						
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	599	447	1 046	86	(11)	1 121
Intérêts minoritaires	17	26	43	8		51
RESULTAT NET PART DU GROUPE	582	421	1 003	78	(11)	1 070

	31.12.2006					
	Banque de financement	Banque de marchés et d'investissement	Total Banque de financement et d'investissement	Banque privée internationale	Gestion pour compte propre et divers	Total
<i>en millions d'euros</i>						
Produit net bancaire	2 091	3 306	5 397	474	(9)	5 862
Charges d'exploitation	(843)	(2 406)	(3 249)	(322)	(3)	(3 574)
Résultat brut d'exploitation	1 248	900	2 148	152	(12)	2 288
Coût du risque	5		5	4		9
Résultat d'exploitation	1 253	900	2 153	156	(12)	2 297
Quote-part dans le résultat net des entreprises mises en équivalence	158	1	159	7		166
Gains ou pertes nets sur autres actifs (1)	(5)		(5)	20	(10)	5
Résultat avant impôt	1 406	901	2 307	183	(22)	2 468
Impôts sur les bénéfices	(337)	(243)	(580)	(42)	2	(620)
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	1 069	658	1 727	141	(20)	1 848
Intérêts minoritaires	38	28	66	11		77
RESULTAT NET PART DU GROUPE	1 031	630	1 661	130	(20)	1 771

(1) dont 33 millions d'euros (Banque privée internationale : 20 millions d'euros - Banque de financement et d'investissement : 13 millions d'euros) relatifs aux mouvements d'intérêts minoritaires (cf. note 1)

	30.06.2006					
	Banque de financement	Banque de marchés et d'investissement	Total Banque de financement et d'investissement	Gestion d'actifs	Gestion pour compte propre et divers	Total
<i>en millions d'euros</i>						
Produit net bancaire	1 066	1 795	2 861	242		3 103
Charges d'exploitation	(407)	(1 241)	(1 648)	(160)	(1)	(1 809)
Résultat brut d'exploitation	659	554	1 213	82	(1)	1 294
Coût du risque	(15)	1	(14)	3		(11)
Résultat d'exploitation	644	555	1 199	85	(1)	1 283
Quote-part dans le résultat net des entreprises mises en équivalence	91		91	3		94
Gains ou pertes nets sur autres actifs (1)		(4)	(4)		(9)	(13)
Résultat avant impôt	735	551	1 286	88	(10)	1 364
Impôts sur les bénéfices	(174)	(149)	(323)	(23)	(8)	(354)
Gains ou pertes nets des activités arrêtées						
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	561	402	963	65	(18)	1 010
Intérêts minoritaires	17	17	34	6		40
RESULTAT NET PART DU GROUPE	544	385	929	59	(18)	970

(1) Les mouvements d'intérêts minoritaires étaient sans impact sur le compte de résultat au 30 juin 2006. (cf. note 1)

Note 5 : Notes relatives au bilan au 30 juin 2007

5.1 Actifs et passifs financiers à la juste valeur par résultat

Actifs financiers à la juste valeur par résultat

en millions d'euros	30.06.2007	31.12.2006
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	397 061	359 497
Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	61	38
JUSTE VALEUR AU BILAN	397 122	359 535
dont titres prêtés	6 618	4 729

Actifs financiers détenus à des fins de transaction

en millions d'euros	30.06.2007	31.12.2006
Titres reçus en pension livrée	103 481	99 057
Titres détenus à des fins de transaction	147 282	128 671
Effets publics et valeurs assimilées	41 757	27 568
Obligations et autres titres à revenu fixe ⁽¹⁾	69 122	66 506
Actions et autres titres à revenu variable	36 403	34 597
Instrument dérivés	146 298	131 769
JUSTE VALEUR AU BILAN	397 061	359 497

⁽¹⁾ y compris les OPCVM

Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option

en millions d'euros	30.06.2007	31.12.2006
Titres détenus à des fins de transaction		
Actions et autres titres à revenu variable	61	38
JUSTE VALEUR AU BILAN	61	38

Passifs financiers détenus à des fins de transaction

en millions d'euros	30.06.2007	31.12.2006
Titres vendus à découvert	30 364	38 040
Valeurs données en pension	303	
Titres donnés en pension livrée	114 352	110 087
Dettes représentées par un titre	28 683	28 073
Dettes envers la clientèle	607	
Instrument dérivés	143 658	126 791
JUSTE VALEUR AU BILAN	317 967	302 991

5.2 Gains et pertes latents sur actifs financiers disponibles à la vente

en millions d'euros	30.06.2007			31.12.2006
	Juste valeur	Gains latents	Pertes latentes	Juste valeur
Effets publics et valeurs assimilées	10 069	1	49	12 376
Obligations et autres titres à revenu fixe	8 639	130		10 002
Actions et autres titres à revenu variable	710	280	57	710
Titres de participation non consolidés	819	179	29	1 303
Créances disponibles à la vente	3		2	3
Créances rattachées	145			157
Valeur au bilan des actifs financiers disponibles à la vente	20 385	590	137	24 551
Impôts différés		(121)	(18)	
GAINS ET PERTES LATENTS SUR ACTIFS FINANCIERS DISPONIBLES A LA VENTE (NET IS)	20 385	469	119	24 551

5.3 Prêts et créances sur établissements de crédit et sur la clientèle

Prêts et créances sur établissements de crédit

en millions d'euros	30.06.2007	31.12.2006
Comptes et prêts	29 358	28 603
Valeurs reçues en pension	236	20
Titres reçus en pension livrée	29 068	29 870
Prêts subordonnés		4
Titres non cotés sur un marché actif	48	56
Autres prêts et créances	11	9
TOTAL	58 721	58 562
Créances rattachées	231	1 153
Dépréciations	(89)	(196)
VALEUR NETTE AU BILAN	58 863	59 519

Prêts et créances sur la clientèle

en millions d'euros	30.06.2007	31.12.2006
Créances commerciales	8 649	8 264
Autres concours à la clientèle	89 011	74 045
Titres reçus en pension livrée	9 971	12 876
Prêts subordonnés	440	440
Titres non cotés sur un marché actif	2 395	2 624
Avances en comptes courants d'associés		
Comptes ordinaires débiteurs	5 823	4 463
TOTAL	116 289	102 712
Créances rattachées	686	793
Dépréciations	(1 798)	(2 039)
Valeurs nettes au bilan	115 177	101 466
Opérations de crédit bail		
Crédit-bail immobilier	449	472
Crédit-bail mobilier, LOA et opérations assimilées		1
TOTAL	449	473
Créances rattachées	3	3
Dépréciations		
Valeurs nettes au bilan	452	476
TOTAL VALEURS NETTES AU BILAN	115 629	101 942

Prêts et créances sur établissements de crédit et sur la clientèle par agent économique

Les informations relatives à une ventilation par agent économique de contrepartie suivent désormais les règles lexicales et de correspondance définies dans le nouveau reporting réglementaire pour les comptes consolidés.

Les agents économiques sont modifiés comme suit :

Ancien agent économique	Nouvel agent économique correspondant
« Etats, Administrations et collectivités publiques »	« Administrations centrales et institutions non établissements de crédit »
« Institutions Financières »	« Etablissements de crédit »
« Particuliers et professionnels »	« Clientèle de détail »
« Entreprises et autres agents économiques »	« Grandes entreprises »

La seule modification de correspondance identifiée concerne l'ancien agent économique « Institutions financières », qui était constitué de la contrepartie « Etablissements de crédit » et de la contrepartie « Institutions de secteur financier issues des créances sur la clientèle » ; cette dernière contrepartie est désormais rattachée à l'agent économique « Grandes entreprises ». L'impact de cette modification sur les ventilations 2006 est mis en exergue dans le tableau correspondant.

	30.06.2007					Total
	Encours bruts	dont encours douteux non compromis	provisions/encours douteux non compromis	dont encours douteux compromis	Provisions/encours douteux compromis	
en millions d'euros						
Administrations centrales et institutions non établissements de crédit	10 788			72	(71)	10 717
Etablissements de crédit	58 721	4	(4)	44	(44)	58 674
Grandes entreprises	100 821	122	(37)	493	(333)	100 451
Clientèle de détail	5 129	8	(1)	973	(46)	5 083
TOTAL	175 458	134	(42)	1 582	(494)	174 924
Créances rattachées nettes						758
Provisions collectives						(1 190)
VALEURS NETTES AU BILAN						174 492

	31.12.2006					Total
	Encours bruts	dont encours douteux non compromis	provisions/encours douteux non compromis	dont encours douteux compromis	Provisions/encours douteux compromis	
en millions d'euros						
Administrations centrales et institutions non établissements de crédit	3 743			101	(91)	3 653
Etablissements de crédit (1)	58 532	9	(3)	146	(146)	58 413
Grandes entreprises (1)	95 937	347	(108)	1 315	(418)	95 411
Clientèle de détail	3 505	24	(14)	117	(85)	3 406
TOTAL	161 747	380	(125)	1 679	(740)	160 882
Créances rattachées nettes						1 704
Provisions collectives						(1 125)
VALEURS NETTES AU BILAN						161 461
(1) dont reclassement des « institutions de secteurs financiers »	22 797			39	(38)	22 835

5.4 Dépréciations inscrites en déduction de l'actif

en millions d'euros	31.12.2006	Variation de périmètre	Dotations	Reprises et utilisations	Ecart de conversion	Autres mouvements	30.06.2007
Actifs financiers disponibles à la vente	786	343	23	(193)	(5)	47	1 001
Créances sur établissements de crédit	196		4	(106)	(4)	(1)	89
Créances sur la clientèle	2 039	(1)	153	(385)	(27)	19	1 798
dont provisions collectives	1 125		81		(16)		1 190
Opérations de crédit-bail							
Titres détenus jusqu'à l'échéance							
Autres actifs	131			(4)			127
DEPRECIATIONS SUR L'ACTIF	3 152	342	180	(688)	(36)	65	3 015

5.5 Dettes sur établissements de crédit et sur la clientèle

Dettes sur établissements de crédit

en millions d'euros	30.06.2007	31.12.2006
Comptes et emprunts	72 381	59 298
Valeurs données en pension	1 058	347
Titres donnés en pension livrée	27 506	17 180
TOTAL	100 945	76 825
Dettes rattachées	409	1 985
VALEUR AU BILAN	101 354	78 810

Dettes sur la clientèle

en millions d'euros	30.06.2007	31.12.2006
Comptes ordinaires créditeurs	21 220	19 823
Autres dettes envers la clientèle	64 127	60 736
Titres donnés en pension livrée	4 688	3 200
TOTAL	90 035	83 759
Dettes rattachées	1 525	276
VALEUR AU BILAN	91 560	84 035

5.6 Dettes représentées par un titre et dettes subordonnées

en millions d'euros	30.06.2007	31.12.2006
Dettes représentées par un titre		
Bons de caisse	44	46
Titres de créances négociables :	64 386	61 490
. <i>Émis en France</i>	17 135	19 130
. <i>Émis à l'étranger</i>	47 251	42 360
Emprunts obligataires	546	610
Autres dettes représentées par un titre	8	8
TOTAL	64 984	62 154
Dettes rattachées	593	676
VALEUR AU BILAN	65 577	62 830
Dettes subordonnées		
Dettes subordonnées à durée déterminée	3 922	4 129
Dettes subordonnées à durée indéterminée	1 888	2 020
TOTAL	5 810	6 149
Dettes rattachées	65	128
VALEUR AU BILAN	5 875	6 277

Au 30 juin 2007, l'encours des titres super subordonnés est de 1 877 millions d'euros.

Au cours du premier semestre 2007, les remboursements nets des nouvelles émissions de dettes subordonnées s'élèvent à 152 millions d'euros.

5.7 Immeubles de placement

en millions d'euros	31.12.2006	Variations de périmètre	Augmentations (Acquisitions)	Diminutions (Cessions et échéances)	Ecart de conversion	Autres mouvements	30.06.2007
Valeur brute	34			(11)		(18)	5
Amortissements et dépréciations	(18)			3		13	(2)
VALEUR NETTE AU BILAN	16			(8)		(5)	3

Y compris immeubles de placement donnés en location simple

5.8 Immobilisations corporelles et incorporelles (hors écarts d'acquisition)

en millions d'euros	31.12.2006	Variations de périmètre	Augmentations (Acquisitions, regroupements d'entreprises)	Diminutions (Cessions et échéances)	Ecart de conversion	Autres mouvements	30.06.2007
Immobilisations corporelles d'exploitation							
Valeur brute	1 230	(2)	82	(13)	(11)	1	1 287
Créances rattachées (1)							
Amortissements & dépréciations	(584)	1	(44)	14	5	2	(606)
VALEUR NETTE AU BILAN	646	(1)	38	1	(6)	3	681
Immobilisations incorporelles							
Valeur brute	256	2	46	(5)	(1)	14	312
Amortissements & dépréciations	(174)	(1)	(11)	5	1	(11)	(191)
VALEUR NETTE AU BILAN	82	1	35	0	0	3	121

(1) Loyers courus non échus sur les immobilisations données en location simple

5.9 Ecarts d'acquisition

Le tableau détaillant ce poste est présenté dans le chapitre relatif au « périmètre de consolidation » en note annexe 2.3.

5.10 Provisions

en millions d'euros	31.12.2006	Variations de périmètre	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Ecart de conversion	Autres mouvements	30.06.2007
Risques d'exécution des engagements par signature	26		2		(5)		(1)	22
Risques opérationnels								
Engagements sociaux (retraites) et assimilés	305	1	31	(5)	(7)	(4)	4	325
Litiges divers	478	(16)	25	(32)	(7)	(1)		447
Participations								
Restructurations								
Autres risques	111	(2)	2	(2)	(13)			96
PROVISIONS	920	(17)	60	(39)	(32)	(5)	3	890

5.11 Capitaux propres

Composition du capital au 30 juin 2007

Au 30 juin 2007, la répartition du capital et des droits de vote était la suivante :

Actionnaires	Nombre de titres au 30.06.2007	% du capital	% des droits de vote
Crédit Agricole S.A.	131 083 950	95,28 %	95,28 %
SACAM Développement **	3 068 465	2,23 %	2,23 %
C.A. Bourse *	2 776 832	2,02 %	2,02 %
Delfinances *	604 589	0,44 %	0,44 %
CPR G *	48 539	0,03 %	0,03 %
Personnes physiques	17	0,00 %	0,00 %
Total	137 582 392	100,00 %	100,00 %

* détenu par le groupe Crédit Agricole S.A.

** détenu par le groupe Crédit Agricole

La valeur nominale des actions est de 27 euros. Ces actions sont entièrement libérées.

A la connaissance de la société, il n'existe pas d'autre actionnaire détenant directement, indirectement ou de concert, 5 % ou plus du capital ou des droits de vote.

Actions de préférence

Entité émettrice	Date d'émission	Montant de l'émission en millions de dollars	Montant de l'émission en millions d'euros	30.06.2007 en millions d'euros	31.12.2006 en millions d'euros
Calyon Preferred Funding LLC	déc-98	230		170	175
Calyon Preferred Funding II LLC	juin-02	320		237	243
Total		550		407	418

Résultat par action

	30.06.2007	31.12.2006
Résultat net pour le calcul du résultat par action (en millions d'euros)	1 070	1 771
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice	132 419 957	121 402 307
Nombre d'actions potentielles dilutives		
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires pour le calcul du résultat dilué par action	132 419 957	121 402 307
RESULTAT DE BASE PAR ACTION	8,08	14,59
RESULTAT DILUE PAR ACTION	8,08	14,59

Dividendes

Au titre de l'exercice 2006, l'Assemblée générale de Calyon S.A. a approuvé le versement d'un dividende net par action de 16,10 euros.

	2006	2005	2004
Dividende net par action (en euros)	16,1	13,42	2,16
Dividende global (en millions d'euros)	2 049	1 551	250

Dividendes payés au cours de l'exercice

Les montants relatifs aux dividendes figurent dans le tableau de variation des capitaux propres. Ils s'élèvent à 2 049 millions d'euros.

Note 6 : Engagements de financement et de garantie

Engagements hors bilan donnés et reçus

en millions d'euros	30.06.2007	31.12.2006
ENGAGEMENTS DONNES	169 294	165 340
Engagements de financement	128 014	124 751
Engagements en faveur d'établissements de crédit	24 046	31 091
Engagements en faveur de la clientèle	103 968	93 660
<i>Ouverture de crédits confirmés</i>	103 087	92 844
- <i>Ouverture de crédits documentaires</i>	8 368	7 499
- <i>Autres ouvertures de crédits confirmés</i>	94 719	85 345
<i>Autres engagements en faveur de la clientèle</i>	881	816
Engagements de garantie	41 280	40 589
Engagements d'ordre d'établissement de crédit	5 164	5 043
<i>Confirmations d'ouverture de crédits documentaires</i>	1 517	1 971
<i>Autres garanties</i>	3 647	3 072
Engagements d'ordre de la clientèle	36 116	35 546
<i>Cautions immobilières</i>	2 268	1 801
<i>Garanties financières</i>	9 333	7 047
<i>Autres garanties d'ordre de la clientèle</i>	24 515	26 698
ENGAGEMENTS REÇUS	77 211	56 281
Engagements de financement	8 354	5 771
Engagements reçus d'établissements de crédit	7 442	4 959
Engagements reçus de la clientèle	912	812
Engagements de garantie	68 857	50 510
Engagements reçus d'établissements de crédit	8 756	11 533
Engagements reçus de la clientèle	60 101	38 977
<i>Garanties reçues des administrations publiques et assimilées</i>	11 759	7 994
<i>Autres garanties reçues</i>	48 342	30 983

Note 7 : Evénements postérieurs à la fin de la période intermédiaire

Société Générale et Calyon signent un accord de rapprochement entre Fimat et Calyon Financial et annoncent la création de Newedge

Extrait du communiqué de presse du 8 août 2007

Société Générale et Calyon ont signé un accord liant en vue du regroupement des activités de courtage exercées par leurs filiales respectives Fimat et Calyon Financial.

Le lancement opérationnel de la nouvelle entité aura lieu début 2008, sous réserve de l'obtention des agréments des autorités de tutelle.

La nouvelle entité issue de ce regroupement, Newedge, sera détenue conjointement à parts égales (50/50) par Société Générale et Calyon et sera dotée du statut de banque.

Note 8 : Périmètre de consolidation au 30 juin 2007

Filiales, coentreprises et entreprises associées	(a)	Implantation	Méthode	% de contrôle		% d'intérêt	
				30.06.2007	31.12.2006	30.06.2007	31.12.2006
Société mère							
CALYON		France	mère	100,00	100,00	100,00	100,00
Etablissements bancaires et financiers							
Banque Saudi Fransi - BSF		Arabie Saoudite	mise en équivalence	31,11	31,11	31,11	31,11
Calyon Australia Ltd		Australie	intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
CAI Merchant Bank Asia LTD		Singapour	intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
Cogenec		Monaco	intégration globale	99,99	99,99	99,99	99,99
Crédit Agricole Financement		Suisse	mise en équivalence	20,00	20,00	20,00	20,00
Crédit Agricole Luxembourg		Luxembourg	intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
Crédit Agricole Suisse		Suisse	intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
Crédit Agricole Suisse (Bahamas)		Bahamas	intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
Calyon Turk Bank A.S.		Turquie	intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
Crédit Foncier de Monaco		Monaco	intégration globale	70,13	70,12	68,94	68,94
Finanziaria Indosuez International Ltd		Suisse	intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
CL Uruguay S.A.	S	Uruguay	intégration globale		100,00		100,00
Calyon Bank Slovakia AS		Slovaquie	intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
Calyon Rusbank SA		Russie	intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
Calyon Bank Ukraine		Ukraine	intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
Calyon Bank Hungary Ltd		Hongrie	intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
Calyon Bank Polska SA		Pologne	intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
Banco Calyon Brasil		Bésil	intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
Calyon Algérie	E	Algérie	intégration globale	99,98		99,98	
UBAF (Union de Banques Arabes et Françaises)		France	intégration proportionnelle	47,32	47,32	47,32	47,32
Sociétés de bourse							
Altura		Espagne	intégration proportionnelle	50,00	50,00	35,00	35,00
Calyon Financial Inc		Etats-Unis	intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
Calyon Financial Pte Singapore		Singapour	intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
Calyon Financial SNC		France	intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
Crédit Agricole Cheuvreux Nordic AB SB		Suède	intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
Crédit Agricole Cheuvreux S.A.		France	intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
Crédit Agricole Cheuvreux Italia SIM SPA		Italie	intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
Crédit Agricole Cheuvreux North America, Inc		Etats-Unis	intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
Cholet Dupont (groupe)		France	mise en équivalence	33,40	33,40	33,40	33,40
Crédit Agricole Cheuvreux Espana S.A.		Espagne	intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
Crédit Agricole Cheuvreux International Ltd		Royaume-Uni	intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
Crédit Agricole Cheuvreux Securities Ltd		Hong-Kong	intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
CAI Derivatives Products PLC		Irlande	intégration globale	99,98	99,98	99,98	99,98
Calyon Financial Canada		Canada	intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
Calyon Securities USA Inc.		Etats-Unis	intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
CLSA BV (groupe)		Hong-Kong	intégration globale	100,00	100,00	67,83	77,74
Calyon Financial Hong Kong		Hong-Kong	intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00

Filiales, coentreprises et entreprises associées	(a)	Implantation	Méthode	% de contrôle		% d'intérêt	
				30.06.2007	31.12.2006	30.06.2007	31.12.2006
Sociétés d'investissement							
Cie Française de l'Asie (CFA)		France	intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
Doumer Finance SAS		France	intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
Fletirec (groupe)		France	intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
Fininvest		France	intégration globale	98,27	98,27	98,27	98,27
ICF Cayman Holdings		Royaume-Uni	intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
Calyon Air Finance SA		France	intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
CAI BP Holding		France	intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
Calyon North America Holding		Etats-Unis	intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
IPFO		France	intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
Mescas		France	intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
SAFEC		Suisse	intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
Crédit Agricole Assets Management Espana Holding		Espagne	mise en équivalence	45,00	45,00	45,00	45,00
Casam Systeia Global Macro		Irlande	intégration globale	98,41	99,60	98,41	99,60
Casam Systeia Pair Trading	L	Irlande	intégration globale		99,57		99,57
Casam Systeia Event Driven		Irlande	intégration globale	99,57	99,63	99,57	99,63
Casam Systeia Equity Quant		Irlande	intégration globale	95,90	96,90	95,90	96,90
Casam Systeia Futures Euro		Irlande	intégration globale	96,91	97,22	96,91	97,22
European Sovereign Funding SA		France	intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
FCC Masterace		France	intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
Calyon Investments		Royaume-Uni	intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
LF Investments LP		Etats-Unis	intégration globale	99,00	100,00	99,00	100,00
CLASI		Etats-Unis	intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
Calyon Leasing Corporation		Etats-Unis	intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
Calyon Global Partners Inc.		Etats-Unis	intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
Crédit Lyonnais Leasing Japan Company Ltd		Japon	intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
Calyon North America Inc.		Etats-Unis	intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
Calyon Holdings		Royaume-Uni	intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
Calyon Capital Market Asia BV		Pays-Bas	intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
Calyon Capital Market International		France	intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
Calyon Securities Japan		Japon	intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
Doumer Philemon		France	intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
Korea 21 st Century Trust		Corée du Sud	intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
CASAM		France	mise en équivalence	50,00	50,00	50,00	50,00
Casam Americas LLC		Etats-Unis	mise en équivalence	50,00	50,00	50,00	50,00
Lyra Capital LLC		Etats-Unis	mise en équivalence	50,00	50,00	50,00	50,00
Casam Advisers LLC		Etats-Unis	mise en équivalence	50,00	50,00	50,00	50,00
Alternative Investment and Research Technologies		Etats-Unis	mise en équivalence	50,00	50,00	50,00	50,00
Lyra Partners LLC		Etats-Unis	mise en équivalence	50,00	50,00	50,00	50,00
Casam Cayman Ltd		Etats-Unis	mise en équivalence	50,00	50,00	50,00	50,00
Casam US Holding Inc		Etats-Unis	mise en équivalence	50,00	50,00	50,00	50,00

Filiales, coentreprises et entreprises associées	(a)	Implantation	Méthode	% de contrôle		% d'intérêt	
				30.06.2007	31.12.2006	30.06.2007	31.12.2006
Sociétés de crédit-bail et de location							
Ergifrance	S	France	intégration globale		100,00		100,00
Financière Immobilière Calyon		France	intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
Cardinalimmo		France	intégration globale	49,61	49,61	49,61	49,61
Divers							
CA Brasil DTVM		Brésil	intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
CA Conseil SA		Luxembourg	intégration globale	99,99	99,99	99,99	99,99
Calyon Preferred Funding LLC		Etats-Unis	intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
Calyon Preferred Funding II LLC		Etats-Unis	intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
Fonds Mezzasia		Hong Kong	intégration globale	78,44	100,00	69,29	88,87
Fonds Alcor		Hong Kong	intégration globale	99,05	99,05	91,33	93,62
Merisma		France	intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
Calixis Finance		France	intégration globale	89,80	89,90	89,80	89,90
LSF Italian Finance Company SRL		Italie	intégration globale	90,00	60,00	67,00	60,00
Sagrantino Italy srl (ex Minerva)		Italie	intégration globale	90,00	90,00	67,00	90,00
Sagrantino		Pays-Bas	intégration globale	100,00	100,00	67,00	67,00
European NPL S.A.		Luxembourg	intégration globale	67,00	67,00	67,00	67,00
DGAD International SARL		Luxembourg	intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
Calliope Srl	E	Italie	intégration globale	100,00		67,00	
Indosuez Holding SCA II		Luxembourg	intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
Indosuez Management Luxembourg II		Luxembourg	intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
Indosuez International Finance	S	Pays-Bas	intégration globale		100,00		100,00
SNC Doumer		France	intégration globale	99,94	99,94	99,94	99,94
Chauray Contrôle SAS		France	intégration proportionnelle	34,00	34,00	34,00	34,00
CPR Online		France	intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
SNC Haussmann Anjou		France	intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
Indosuez Levante S.A.		Espagne	intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
Indosuez Norte SL		Espagne	intégration globale	95,00	95,00	95,00	95,00
Aguadana	E	Espagne	intégration globale	100,00		100,00	
Calyon Finance Guernesey		Royaume-Uni	intégration globale	99,90	99,90	99,90	99,90
Calyon Financial Products		Royaume-Uni	intégration globale	99,90	99,90	99,90	99,90
Indosuez Financial Limited	E	Royaume-Uni	intégration globale	100,00		100,00	
Ester Finance		France	intégration globale	99,99	99,99	99,99	99,99
Capital Plus		France	intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
CLINFIM		France	intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
Calyon Global Banking		France	intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
CLIFAP		France	intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
Carr Indosuez Asia SA		France	intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
Calyon Asia Shipfinance Service Ltd		Hong Kong	intégration globale	99,99	99,99	99,99	99,99
Calyon Investment Products Limited	S	Cayman	intégration globale		100,00		100,00
Aylesbury		Pays-Bas	intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
Bletchley Investments Limited		Pays-Bas	intégration globale	82,22	82,22	100,00	82,22

(a) :

Entrées (E) dans le périmètre

Sorties (S) du périmètre car les entités sont non significatives (ns), fusionnées (F), liquidées (L), scindées (SD), cédées ou apportées (c).

Mode (M) de consolidation changé.

Rapport des Commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle 2007

Période du 1^{er} janvier au 30 juin 2007

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En notre qualité de commissaires aux comptes et en application de l'article L. 232-7 du Code de commerce, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société Calyon, relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2007, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes professionnelles applicables en France. Un examen limité de comptes intermédiaires consiste à obtenir les informations estimées nécessaires, principalement auprès des personnes responsables des aspects comptables et financiers, et à mettre en œuvre des procédures analytiques ainsi que toute autre procédure appropriée. Un examen de cette nature ne comprend pas tous les contrôles propres à un audit effectué selon les normes professionnelles applicables en France. Il ne permet donc pas d'obtenir l'assurance d'avoir identifié tous les points significatifs qui auraient pu l'être dans le cadre d'un audit et, de ce fait, nous n'exprimons pas une opinion d'audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité, dans tous leurs aspects significatifs, des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 - norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 1 qui expose les changements intervenus sur les principes et méthodes appliqués par le groupe.

Nous avons également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, à la vérification des informations données dans le rapport semestriel commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Neuilly-sur-Seine, le 30 août 2007

Les Commissaires aux Comptes

PriceWaterhouseCoopers Audit

Ernst & Young & Autres

Gérard Hautefeuille

Valérie Meeus

3. Informations générales

Personne responsable du document de référence et des actualisations	56
Personne responsable du document de référence et des actualisations	56
Attestation du responsable	56
Contrôleurs légaux des comptes	57

Informations générales

Personne responsable du document de référence et des actualisations

Personne responsable du document de référence et des actualisations

Monsieur Edouard Esparbès, Directeur général de Calyon

Attestation du responsable

J'atteste, après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet, que les informations contenues dans la présente actualisation sont, à ma connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée.

J'ai obtenu des contrôleurs légaux des comptes une lettre de fin de travaux, dans laquelle ils indiquent avoir procédé à la vérification des informations portant sur la situation financière et les comptes donnés dans la présente actualisation ainsi qu'à la lecture d'ensemble de l'actualisation.

Les informations financières historiques présentées dans cette actualisation ont fait l'objet d'un rapport des contrôleurs légaux, figurant en page 53, qui contient une observation relative au changement de méthode comptable décrit dans la note 1 de l'annexe.

A ma connaissance, les comptes sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et le rapport semestriel d'activité présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes semestriels, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Fait à Paris, le 31 août 2007

Le Directeur général de Calyon

Edouard Esparbès

Contrôleurs légaux des comptes

Commissaires aux comptes titulaires

<p>Ernst & Young et Autres</p> <p>Membre du réseau Ernst & Young Membre de la Compagnie régionale des Commissaires aux comptes de Versailles</p> <p>Société représentée par : Valérie Meeus Siège social : 41 Rue Ibry 92576 Neuilly Sur Seine</p>	<p>PricewaterhouseCoopers Audit</p> <p>Membre du réseau PricewaterhouseCoopers Membre de la Compagnie régionale des Commissaires aux comptes de Versailles</p> <p>Société représentée par : Gérard Hautefeuille Siège social : 63 Rue de Villiers 92200 Neuilly Sur Seine</p>
---	--

Commissaires aux comptes suppléants

<p>PICARLE ET ASSOCIES</p> <p>Membre de la Compagnie régionale des Commissaires aux comptes de Versailles</p> <p>Société représentée par : Denis Picarle Siège social : Faubourg de l'Arche - 11 allée de l'Arche 92400 Courbevoie</p>	<p>M. Pierre Coll</p> <p>Membre de la Compagnie régionale des Commissaires aux comptes de Paris</p> <p>63 Rue de Villiers 92200 Neuilly Sur Seine</p>
---	--

Mandats

Mandats des Commissaires aux comptes titulaires	
<p>La société Ernst & Young et Autres (ancienne dénomination sociale jusqu'au 30 juin 2006 : Barbier Frinault et Autres), a été nommée en qualité de Commissaire aux Comptes titulaire, pour six exercices, par l'assemblée générale des actionnaires tenue le 10 mai 2000. L'assemblée générale du 16 mai 2006 a renouvelé ce mandat pour une durée de six exercices.</p>	<p>La société PricewaterhouseCoopers Audit a été désignée en qualité de Commissaire aux comptes titulaire par l'assemblée générale des actionnaires du 30 avril 2004 (en remplacement du Cabinet Alain Lainé, démissionnaire, qui avait été nommé lors de l'assemblée du 10 mai 2000 pour six exercices). L'assemblée générale du 16 mai 2006 a renouvelé ce mandat pour une durée de six exercices.</p>
Mandats des Commissaires aux comptes suppléants	
<p>L'assemblée générale du 16 mai 2006 a nommé en qualité de Commissaire aux comptes suppléant de la Société Barbier Frinault et Autres la société Picarle et Associés pour une durée de six exercices (en remplacement de M. Peuch-Lestrade dont le mandat était venu à expiration à l'issue de l'assemblée du 16 mai 2006).</p>	<p>M. Pierre Coll a été désigné en qualité de Commissaire aux comptes suppléant de la Société PricewaterhouseCoopers Audit par l'assemblée générale du 30 avril 2004, pour la durée du mandat de son prédécesseur (M. Olivier Peronnet, démissionnaire, qui avait été nommé lors de l'assemblée du 10 mai 2000). L'assemblée générale du 16 mai 2006 a renouvelé ce mandat pour une durée de six exercices.</p>

Table de concordance

Afin de faciliter la lecture du document de référence, la table de concordance ci-dessous renvoie aux principales rubriques exigées par le règlement européen n° 809/2004 pris en application de la Directive dite « Prospectus ».

Rubriques de l'annexe XI du règlement européen n° 809/2004	N° de page du document de référence 2006	N° de page du présent document
1. Personnes responsables	168	56
2. Contrôleurs légaux des comptes	169	57
3. Facteurs de risques	61 à 72 - 108 à 125 - 140	15 à 19 - 47
4. Informations concernant l'émetteur		
4.1 Histoire et évolution de la Société	6 à 7 - 10 - 81 - 106	
5. Aperçu des activités		
5.1 Principales activités	11 à 15	
5.1.3 Principaux marchés	11 à 15 - 130 à 131	
6. Organigramme	82	
6.1 Description sommaire du Groupe et place de l'émetteur	I - II	
6.2 Liens de dépendance entre les entités du Groupe	83	34
7. Informations sur les tendances	160	
8. Prévisions ou estimations du bénéfice	n/a	
9. Organes d'administration, de direction et de surveillance		
9.1 Informations concernant les membres des organes d'administration et de direction	35 à 41	20
9.2 Conflits d'intérêts au niveau des organes d'administration, de direction et de surveillance	41	
10. Principaux actionnaires	140	48
11. Informations financières concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats de l'émetteur		
11.1 Informations financières historiques	80 à 158	
11.2 États financiers	80 à 150	
11.3 Vérifications des informations financières historiques annuelles	151 à 152	
11.4 Dates des dernières informations financières	80	
11.5 Informations financières intermédiaires	n/a	23 à 53
11.6 Procédures judiciaires et d'arbitrage	71	19
11.7 Changement significatif de la situation financière ou commerciale	160	
12. Contrats importants	160	
13. Informations provenant de tiers, déclarations d'experts et déclarations d'intérêts	n/a	
14. Documents accessibles au public	160	58

La présente actualisation comprend le rapport financier semestriel :

- Attestation du responsable : page 56
- Rapport de gestion : pages 6 à 22
- Comptes consolidés : pages 23 à 52
- Rapport des auditeurs : page 53

Le présent document est disponible sur le site www.calyon.com
et sur celui de l'Autorité des Marchés Financiers www.amf-france.org



9, quai du Président Paul Doumer
92920 Paris La Défense cedex

Tél : 33 (0)1 41 89 00 00
Fax : 33 (0)1 41 89 12 77

www.calyon.com